

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 19 novembre 2014

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**38 2014.RRGR.735 Rapport
Rapport sur l'aménagement du territoire de 2014**

Question de principe 1 : Le Grand Conseil encourage-t-il le Conseil-exécutif à accélérer le changement fondamental d'orientation, exigé par la loi sur l'aménagement du territoire, qui préconise une urbanisation interne ?

Déclaration de planification 1 CIAT (Kropf, Berne)

Le Grand Conseil est favorable au changement d'orientation et à l'urbanisation interne. Il prône un soutien technique actif des communes de la part du canton. Ce soutien devra être fonction des spécificités locales et déboucher sur des solutions adaptées, préservant ou améliorant la qualité de l'urbanisation. La proportionnalité et la garantie de la propriété devront être respectées.

Déclaration de planification PS (Mentha, Liebefeld)

Le Grand Conseil est favorable au changement d'orientation et à l'urbanisation interne. Il prône un soutien technique actif des communes de la part du canton. Ce soutien devra être fonction des spécificités locales et déboucher sur des solutions adaptées, préservant ou améliorant la qualité de l'urbanisation.

Question de principe 2 : Le Grand Conseil est-il d'accord avec le principe d'assurer, conformément à l'article 30a, alinéa 2 OAT, la gestion des zones d'activités au niveau régional, avec la participation des conférences régionales et des régions d'aménagement (moyennant le respect des critères et la mise à disposition des ressources nécessaires) ?

Déclaration de planification 2 CIAT (Kropf, Berne)

Le Grand Conseil est d'accord avec le principe selon lequel la gestion des zones d'activités exigée par l'article 30a, alinéa 2 OAT doit être assurée au niveau régional, les régions et les conférences régionales devant collaborer étroitement avec le canton. Ce dernier devra cependant définir des critères, mettre des ressources à disposition et assurer la coordination. Les modalités de gestion des zones d'activités seront définies de manière concertée par la Commission des infrastructures et de l'aménagement du territoire (CIAT), l'Association des communes bernoises et les régions.

Question de principe 3 : Le Grand Conseil est-il d'accord avec l'idée qu'il convient de renforcer les compétences cantonales de planification en matière d'extraction de matériaux, de décharges et de transports (planification EDT)?

Déclaration de planification 3 CIAT (Kropf, Berne)

Le Grand Conseil est opposé à l'idée de renforcer les compétences cantonales de planification EDT. La répartition des compétences entre les communes, les régions et le canton doit être maintenue telle qu'elle a été mise en place à l'entrée en vigueur du plan sectoriel EDT.

Déclaration de planification PLR (Sommer, Wynigen)

Le Grand Conseil est opposé à l'idée de renforcer les compétences cantonales de planification EDT. La répartition des compétences entre les communes, les régions et le canton doit être maintenue telle qu'elle a été mise en place à l'entrée en vigueur du plan sectoriel EDT.

Les autorisations concernant les projets d'extraction et de décharge doivent être accordées de manière moins restrictive et assorties de moins de charges dans le but de dynamiser le marché. L'égalité de traitement doit être assurée entre tous les acteurs du marché.

Déclaration de planification Les Verts (Baumann, Suberg)

Le Grand Conseil est d'accord avec le principe selon lequel les compétences du canton doivent être renforcées en ce qui concerne la planification EDT, mais uniquement dans les domaines qui ne peuvent pas être réglés autrement et dans lesquels, justement, règne le désordre. Les désirs des communes et de la population concernée seront pris en compte de manière appropriée.

Déclaration de planification PS (Mentha, Liebefeld)

Le Grand Conseil est d'accord avec le principe selon lequel les compétences du canton doivent être renforcées en ce qui concerne la planification EDT, mais uniquement dans les domaines qui ne peuvent pas être réglés autrement et dans lesquels, justement, règne le désordre. Les désirs des communes et de la population concernée seront pris en compte de manière appropriée. Le canton veillera à éliminer les structures apparentées à des cartels dans le secteur de l'extraction de gravier et des décharges de matériaux d'excavation afin que le marché puisse de nouveau fonctionner.

Déclaration de planification 4 CIAT (Kropf, Berne)

Le Conseil-exécutif veille à ce que le recensement annuel des zones à bâtir non construites soit introduit définitivement dans un délai de deux ans.

Déclaration de planification 5 CIAT (Kropf, Berne)

Le Conseil-exécutif veille à accélérer l'introduction du projet eBau.

Déclaration de planification pvl (Trüssel, Trimstein)

Le Conseil-exécutif veille à ce que, dans le cadre de l'urbanisation interne et des classements en zone à bâtir, on accorde une attention particulière à la coordination avec les éventuels plans directeurs de l'énergie. On tiendra compte en toute première priorité de l'utilisation des rejets de chaleur de l'industrie et des réseaux de chaleur à distance existants ou prévus.

La présidente. J'aimerais ouvrir cette séance du soir. Je vous prie de prendre place. Il paraît que certains se posent la question de savoir ce que nous allons faire demain. Demain nous continuerons les affaires de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques et après nous n'aurons que deux motions en débat réduit de la Commission des finances. Suivant quand nous finirons demain, nous traiterons ces deux motions aussi lundi. Je vous rappelle que lundi, nous traiterons fixe l'après-midi les affaires n°44, 45, 46, 47 et 48. Les affaires n°51 et 52 ayant été retirées, il ne nous resterait plus que les affaires n°49 et 50 de la Direction des finances. Nous verrons si nous les traiterons demain ou lundi, mardi après les affaires n°44 à 48.

Nous commençons maintenant avec le rapport sur l'aménagement du territoire 2014. Je vais vous expliquer comment nous allons procéder. (*La présidente agite sa cloche.*) Nous sommes en débat libre. Nous aurons tout d'abord le porte-parole de la commission et aussi président de cette commission, M. Kropf, qui s'exprimera sur les questions de principe et les déclarations de la commission. Il s'exprimera sur tout ce que la commission propose, et cela tout de suite en une fois. Après, nous aurons la déclaration de planification, c'est M. Mentha pour le PS qui s'exprimera, M. Sommer pour le PLR, M. Baumann pour Les Verts, Mme Dumermuth pour le PS et après, enfin, M. Trüssel pour le pvl. Donc chacun expliquera sa proposition de déclaration de planification. Puis viendront les porte-parole de groupe, qui s'exprimeront sur le tout, sur toutes les déclarations. Enfin, vous pourrez vous exprimer à titre individuel, après on aura M. le conseiller d'Etat, éventuellement de nouveau le rapporteur de la commission, les auteurs de la proposition et de nouveau le Conseil-exécutif. Comme vous le voyez, on n'aura pas tout à fait fini ce soir. M. le porte-parole de la CIAT, vous avez la parole, il faut vous annoncer. Il est clair que vous avez plus que cinq minutes, puisque vous parlez de tout.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts), président de la CIAT. Ich freue mich sehr, Ihnen in den nächsten Minuten den Raumplanungsbericht 2014 sowie die Anträge aus den Beratungen der Raumplanungskommission (BaK) vorstellen zu können. Diese Freude ist umso grösser, als wir

feststellen können, dass die Raumplanungspolitik in den letzten Jahren doch stark an Bedeutung gewonnen hat und sich von ihrem früheren Mauerblümchen-Dasein befreien konnte. All jenen, denen ein sorgfältiger Umgang mit unserer Landschaft am Herzen liegt, muss diese Entwicklung Freude bereiten. Zum Einstieg möchte ich vorerst die Frage klären, welchen Stellenwert der Raumplanungsbericht überhaupt hat. Der Raumplanungsbericht ist das konzeptionelle Planungsinstrument für die kantonale Raumplanung. Einmal pro Legislaturperiode muss der Regierungsrat – dies ist im Baugesetz entsprechend festgehalten – dem Grossen Rat den aktuellen Stand der Raumplanung im Kanton Bern sowie die wesentlichen bevorstehenden Massnahmen und Arbeiten zur Kenntnis bringen. Genau diesen Zweck erfüllt der Raumplanungsbericht. Er bietet also die Gelegenheit, um auch hier im Parlament eine raumplanerische Grundsatzdebatte zu führen.

Schauen wir uns diesen Bericht etwas genauer an. Bereits der erste Satz zeigt auf, dass dem Dokument 2014 eine besondere Bedeutung zukommt. Der Bericht stellt nämlich gewissermassen den Prolog zu einer weit umfassenderen Raumplanungsdebatte dar – einer Raumplanungsdebatte, welche die folgenden Elemente beinhaltet: Erstens die Baugesetzrevision. Nach Abschluss der Vernehmlassung liegt dieses Geschäft nun beim Regierungsrat. Die Planung sieht vor, dass die erste Lesung im Grossen Rat im November 2015 und die zweite Lesung im Januar 2016 stattfinden wird. Das zweite Element der Raumplanungsdebatte ist der Richtplan, also dasjenige Dokument, gestützt auf welches die innerkantonale Koordination der verschiedenen raumwirksamen Tätigkeiten gewährleistet wird. Diesbezüglich ist die Vernehmlassung im vollen Gang. Vorgesehen ist, dass der Regierungsrat den Richtplan im Frühsommer des nächsten Jahres 2015 beschliessen wird und der Grosse Rat ihn im Herbst 2015 zur Kenntnis nehmen können. Das dritte Element ist die diesen Sommer eingereichte «Kulturlandinitiative». Diese fordert einen besseren Schutz des Kulturlandes. Hier sieht die Planung vor, dass wir unsere Beschlüsse als Grosser Rat während der Junisession des nächsten Jahres 2015 fällen können. Wie Sie sehen, kommen im Bereich der Raumplanung viele wichtige Entscheidungen auf uns zu.

Wenn wir statt in die Zukunft zu schauen, kurz zurückblicken, werden wir zur Kenntnis nehmen, dass sich während den letzten Monaten und Jahren die Rahmenbedingungen der Raumplanungsdebatte doch ziemlich markant verändert haben. Zum einen hat die Stimmbevölkerung in der Schweiz im März 2013 das Raumplanungsgesetz mit einem Ja-Stimmenanteil von 63 Prozent angenommen. Im Kanton Bern war die Zustimmung sogar noch deutlicher: 67 Prozent der Stimmbevölkerung stimmte dem revidierten Raumplanungsgesetz zu. Nun haben die Kantone fünf Jahre Zeit, um ihre Richtpläne an die neuen Anforderungen bzw. die veränderten Rahmenbedingungen anzupassen. Bis zur Genehmigung der veränderten Richtpläne der Kantone kann oder darf die Gesamtgrösse der Bauzonen in den verschiedenen Kantonen nicht vergrössert werden. Dies ist auch der Grund, weshalb der Regierungsrat bestrebt ist, die Revision bzw. die Weiterentwicklung des Richtplans raschmöglichst hinter sich zu bringen. Dies, damit wir einen vom Bundesrat genehmigten Richtplan haben, um weiter entsprechend planerisch tätig zu sein. Verändert worden sind die Rahmenbedingungen auch durch die Zweitwohnungsinitiative, welche im März 2012 mit einem Ja-Stimmenanteil im Kanton Bern von 55 Prozent angenommen wurde. Diese beiden Volksabstimmungen – Zweitwohnungsinitiative und Raumplanungsgesetz – haben aufgezeigt, dass die Sensibilität der Bevölkerung gegenüber Fragen der Raumplanung deutlich zugenommen hat und sie der fortschreitenden Zersiedelung kritisch gegenübersteht. Das wird etwa auch im Rahmen von Ortsplanungsrevisionen festgestellt: Diese stehen – nach den reihenweisen Abweisungen im Verlauf der Jahre 2008 und 2009 in Bolligen, Ittigen, Wohlen, Stettlen usw. – unter Druck. Zwar ist es in den letzten Jahren etwas ruhiger geworden. Beispiele wie Lotzwil und Lauterbrunnen zeigen aber auf, dass der kritische Blick der Bevölkerung auf die Raumplanungsfragen Bestand hat.

Angesichts dieser Achsenverschiebungen im raumplanungspolitischen Diskurs erstaunt es nicht, dass sich der Raumplanungsbericht 2014 gegenüber demjenigen aus dem Jahr 2010 sichtbar anders präsentiert. Am klarsten zeigt sich diese Entwicklung anhand des Paradigmenwechsels hin zu einer Siedlungsentwicklung nach innen. Zentral an der Siedlungsentwicklung nach innen ist, dass dieser Grundsatz nicht nur für die urbanen Gebiete gilt, sondern ebenso für die Agglomerationen sowie für die ländlichen Gebiete. Auch in den Agglomerationen und den ländlichen Gemeinden bestehen bei der inneren Verdichtung beträchtliche Möglichkeiten, welche ausgeschöpft werden sollen. Geschieht dies auf eine sorgfältige Art und Weise, haben wir damit nicht nur die Chance, die Siedlungsqualität zu erhöhen, sondern ebenso die Qualität der Frei- und Grünräume. Die Siedlungsentwicklung nach innen ist eine der drei Grundsatzfragen, welche der Regierungsrat im Rahmen der Raumplanungsdebatte dem Grossen Rat stellt. Die BaK empfiehlt

dem Grossen Rat in ihrer ersten Planungserklärung, dem Paradigmenwechsel «Siedlungsentwicklung nach innen» zuzustimmen. In der Kommission standen dieselben Anträge zur Abstimmung wie sie Ihnen heute vorliegen, d. h. der Antrag BaK auf der einen Seite und der Antrag der SP von Luc Mentha auf der anderen Seite. Die Entscheidung der BaK zugunsten des Antrags BaK kam mit dem Stimmenverhältnis 8 zu 7 – also durch eine knappe Annahme – zustande. Wenn Sie die beiden Planungserklärungen vergleichen, werden Sie zweifelsohne feststellen, dass die Unterschiede zwischen diesen doch relativ marginal sind.

Ein zweiter Punkt, welcher die Weiterentwicklung der Raumplanungsdebatte aufzeigt, ist der Kulturlandschutz. Im Raumplanungsbericht 2010 war noch vom Schutz der Fruchtfolgeflächen die Rede. Im diesjährigen Raumplanungsbericht wird deutlich, dass der Regierungsrat die Ausdehnung der Debatte von den Fruchtfolgeflächen hin zum Kulturland generell bzw. zu den landwirtschaftlichen Nutzflächen zur Kenntnis genommen hat. Der Regierungsrat dürfte gut daran tun, diese Entwicklung bei künftigen Entscheiden konsequent zu berücksichtigen.

Schliesslich ist der Umgang mit den Arbeitszonen zu erwähnen. Diesbezüglich fordert der Regierungsrat ein Umdenken, aber insbesondere auch einen haushälterischen Umgang mit dem Boden. Hinzu kommt, dass das Raumplanungsgesetz die Einführung einer so genannten Arbeitszonenbewirtschaftung vorsieht. Dabei handelt es sich nicht um einen von kantonaler Ebene geprägten Begriff; dieser geht aus den Umsetzungsaufträgen von Seiten des Bundes aufgrund des Raumplanungsgesetzes und der entsprechenden Verordnung hervor. In Bezug auf die Arbeitszonenbewirtschaftung gilt es allerdings zu relativieren. So handelt es sich dabei nicht um ein bürokratisches Monster, sondern um ein reines Erfassungs- und Dokumentationsinstrument, welches die Verfügbarkeit von Flächen aufzeigen und damit auch einen Beitrag zu einem haushälterischen Umgang mit dem Boden leisten soll. Die Arbeitszonenbewirtschaftung wird eine Übersicht zu den verschiedenen Arbeitszonen bieten und die aktuelle Nutzung sowie Nutzungspotenziale aufzeigen; es handelt sich aber um ein reines Dokumentationsinstrument. Angesichts dessen empfiehlt Ihnen die BaK, die Grundsatzfrage des Regierungsrats nach der Arbeitszonenbewirtschaftung positiv zu beantworten. Der Kommission ist es wichtig, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung erstens auf regionaler Ebene erfolgt und dass zweitens die Etablierung und Ausarbeitung des Instruments in enger Absprache mit der Kommission einerseits und den Gemeinden andererseits erfolgt. Die BaK empfiehlt Ihnen diese Planungserklärung mit 15 zu 0 Stimmen zur Annahme.

Ich komme zur dritten Grundsatzfrage betreffend den Bereich Abbau, Deponie und Transport (ADT). Hier will der Regierungsrat wissen, ob der Grosse Rat einer Stärkung der kantonalen Zuständigkeiten im Bereich ADT positiv gegenübersteht. Die BaK hat diese Frage negativ beantwortet – dies mit dem Stimmenverhältnis von 8 zu 7. Allerdings hat die Zeitung «Der Bund» einen Tag nach der Kommissionssitzung eine grosse Recherche präsentiert, welche Sie wahrscheinlich alle zur Kenntnis genommen haben. Diese belegt, dass im Deponiewesen kartellähnliche Zustände bzw. zum Teil eine fast 100-prozentige Marktdominanz durch eine einzige Unternehmensgruppe vorherrschen. Die seitens der Fraktionen eingegangenen Planungserklärungen – ich denke insbesondere an diejenigen der FDP, der SP und der Grünen – zeigen auf, dass die Debatte in der Kommission womöglich anders gelaufen wäre, hätte sie erst nach der Präsentation der «Bund»-Recherche stattgefunden. Wie dem auch sei: Hier wird es am Grossen Rat liegen, eine Gewichtung vorzunehmen und einen klaren Beschluss zu fassen. Die BaK hat zu Beginn dieser Session am Montag noch eine kurze Sitzung abgehalten. Allerdings haben wir darauf verzichtet, unsere Position nachträglich zu aktualisieren. Die Anträge von Seiten der SP und der FDP hat die BaK in diesem Sinn nicht behandelt. Ich möchte mir an dieser Stelle die Klammerbemerkung erlauben, dass sich die BaK unabhängig des heutigen Entscheids den Zuständen im Deponiewesen sicher nochmals annehmen und wiederum eine vertiefte Debatte darüber führen wird. Allenfalls werden wir dann auch die entsprechenden Massnahmen einleiten. Dies werden wir nach der Debatte sehen.

Schliesslich möchte ich auf die vierte und die fünfte Planungserklärung der BaK hinweisen. Mit der vierten Planungserklärung fordert die BaK, dass der Regierungsrat die jährliche Erhebung der unüberbauten Bauzonen in die Wege leiten soll. Der Regierungsrat schreibt selber im Raumplanungsbericht, dass eine jährliche Erhebung sehr hilfreich wäre. Einerseits wäre dem Regierungsrat zufolge die jährliche Aktualisierung nicht mit grossem Aufwand verbunden. Andererseits wäre eine solche insbesondere für die Gemeinden sehr hilfreich. Die BaK beantragt Ihnen, den Regierungsrat vor diesem Hintergrund aufzufordern, das wichtige, sinnvolle raumplanerische Instrument zu realisieren. Die vierte Planungserklärung wurde von der

Kommission mit dem Stimmenverhältnis 4 zu 7 bei 4 Enthaltungen beschlossen.

Mit der fünften Planungserklärung fordert die Kommission, dass die Einführung der elektronischen Abwicklung des Baubewilligungsverfahrens – das so genannte Projekt eBau – beschleunigt vorangetrieben wird. Für die Kommission ist unbestritten, dass dies für den Wirtschaftsstandort Kanton Bern von sehr zentraler Bedeutung wäre. Dementsprechend hat die BaK diese Planungserklärung deutlich mit 12 zu 0 Stimmen beschlossen.

Nun zum Fazit: Die BaK beantragt Ihnen die Unterstützung der jetzt präsentierten Planungserklärungen und selbstverständlich auch die Kenntnisnahme des Raumplanungsberichts.

La présidente. M. Mentha pour le PS-PSA, vous êtes rapporteur de la minorité et en même temps vous allez expliquer votre déclaration de planification, donc vous aurez droit à plus de cinq minutes.

Luc Mentha, Liebefeld (PS), rapporteur de la minorité de la CIAT. Ich lege Ihnen den Minderheitsstandpunkt, insbesondere zur ersten Planungserklärung der BaK, dar und werde mich grundsätzlich zum Raumplanungsbericht äussern. Schliesslich werde ich die von der SP-JUSO-PSA-Fraktion eingereichte Planungserklärung kurz begründen. Ich kann mich der allgemeinen, vom Kommissionspräsidenten vorgenommenen Einschätzung in weiten Teilen anschliessen. Wir müssen das Raumplanungsgesetz vollziehen. Dies sind wir nicht zuletzt unserer Bevölkerung schuldig; sie hat das Raumplanungsgesetz mit grosser Mehrheit angenommen. Dieses verlangt, dass wir nun schonungsvoller mit der Landschaft umgehen und nach innen verdichten. Dabei dürfen wir nicht vergessen, dass wir im Vergleich zu anderen Regionen in der Schweiz – ich denke gerade an wirtschaftspolitisch potentere wie die Räume Zürich, Basel und Lausanne-Genf – im Kanton Bern einen grossen Standortvorteil haben. Diesen haben andere nicht mehr, nämlich ein Gebiet, welches stark bis zu den städtisch-urbanen Siedlungsräumen von grünen Landschaften durchzogen ist. Dort ist die Zersiedlung unseres schönen Landes bereits sehr weit fortgeschritten. Zürich, Basel und Genf-Lausanne haben mit anderen Wirtschaftszahlen und Steuersubstraten andere Vorteile. Wir haben hingegen den Vorteil einer intakten Landschaft und von Grünräumen des landwirtschaftlichen Gebiets. Blickt man weit in die Zukunft, könnte sich dieser Vorteil als Trumpf für unseren Kanton erweisen, zumal es attraktiv ist, hier zu leben. Dies, weil die Grünräume faktisch aus allen Gebieten unseres Kantons in fünf Minuten erreicht werden können. Das dürfen wir nicht vergessen! Es handelt sich um eine enorme Trumpfkarte, welche wir in der Konkurrenzsituation gegenüber anderen Räumen in der Schweiz nicht verspielen dürfen!

Zu meiner zweiten Bemerkung: Es wurde gesagt, der Kanton sei bisher haushälterisch mit seinen Landreserven umgegangen und habe sich raumplanerisch sehr gut benommen. Diese Aussage möchte ich nicht grundsätzlich bestreiten. Jedoch wird einer der Gründe wohl auch im unterdurchschnittlichen Wirtschaftswachstum gegenüber den eben erwähnten Räumen liegen. Weil wir kein grosses Wachstum gehabt haben, sind wir vielleicht raumplanerisch etwas besser unterwegs. Wenn die Regierung sagt, etwas mehr Gas geben zu wollen und dabei insgesamt weniger Flächen zu brauchen als bisher für das Wachstum in Anspruch genommen wurde, dann kommt damit eine echte Herausforderung auf uns zu! Es geht nicht anders, als mit besseren Dichten bauen zu müssen, indem wir nach innen verdichten. Darin besteht der vor uns liegende Paradigmenwechsel. Dieser wird noch viel zu reden geben. Nach meiner Auffassung – und hier lasse ich die Debatte um die International School of Berne nachwirken – ist der Paradigmenwechsel noch nicht vollzogen. Dies scheint mir auch auf Stufe Regierungsrat noch nicht der Fall zu sein. Hier gilt es wirklich Nägel mit Köpfen zu machen. Zudem muss man es ernst meinen. Dies gilt vor allem für den Grundsatz «Innenverdichtung vor Aussenentwicklung». Dieser Grundsatz steht im Raumplanungsbericht und ebenso im neuen Richtplan. Es darf nicht sein, dass man mit irgendwelchen Begründungen – und im Fall der International School of Berne haben wir solche gehört – wiederum die Ausnahme konstruiert, indem man die Innenverdichtung als dennoch nicht sehr wichtig definiert. Soweit zu meinen grundsätzlichen Bemerkungen.

Nun gehe ich – gestützt auf diese – zum Minderheitsstandpunkt sowie zu unserer Planungserklärung über. Die Minderheit der BaK hält den Zusatz am Schluss «Dabei soll die Verhältnismässigkeit gewahrt und die Eigentumsgarantie respektiert werden.» für überflüssig und missverständlich. Wie eben erwähnt, ist der Paradigmenwechsel hin zu einer vermehrten Siedlungsentwicklung nach innen für die Minderheit der BaK zu wichtig, als dass man gleich zu Beginn des Paradigmenwechsels eine Verwässerung mittels interpretationsbedürftiger Relativierungen zulassen möchte. Weshalb spreche ich von interpretationsbedürftigen Relativierungen? Eine uneingeschränkte Eigentumsgarantie liegt praktische als Tabuzone des

Eigentums über dem Paradigmenwechsel. Damit würde die ganze Geschichte verwässert und in Frage gestellt. Ich habe in der Kommission die Frage gestellt, was man eigentlich mit der Eigentumsstrategie meine. Ich habe auch gefragt, ob die schweizerische Gesetzgebung zum Strassenbau oder zum Bau von Hochspannungsleitungen nach Auffassung der Befürworter der ersten Planungserklärung der BaK mit dem Zusatz die Eigentumsgarantie respektiert werde. Darauf habe ich die Antwort erhalten, dass dies der Fall sei. Wenn die innere Verdichtung in engen Grenzen auch einmal so ausgestaltet werden muss, dass sie das Eigentum beschränkt, ist sowohl für mich als offensichtlich auch für die gesamte Kommission klar, dass dies nur unter Erfüllung der drei zwingenden Voraussetzungen möglich ist. Es sind dies die gesetzliche Grundlage, das öffentliche Interesse und die Verhältnismässigkeit. Dass das Eigentum nur unter diesen Voraussetzungen beschränkt werden darf, ist völlig klar und unbestritten. Darin waren wir uns in der BaK einig. Aus diesem Grund ist der letzte Satz der von der Kommissionsmehrheit unterstützten Planungserklärung überflüssig. Deshalb habe ich ihn in unserer Variante gestrichen. Es bedarf keiner solcher Erklärung, welche in der Schweiz ohnehin bei jeder Eigentumsbeschränkung zwingend ist.

La présidente. M. Sommer s'exprime sur la déclaration de planification du PLR et seulement là-dessus. Vous avez donc seulement cinq minutes.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Wie Sie unschwer erkennen, habe ich den ersten Teil unserer Planungserklärung integral aus derjenigen der BaK übernommen. Deshalb konzentriere ich mich primär auf den unterstrichenen Zusatz. Was wollen wir mit diesem seitens der FDP eingegebenen Zusatz erreichen? Wir wollen ein klares Zeichen für eine bessere Marktwirtschaft setzen. Wie vom Kommissionspräsidenten angetönt, ist es im Nachgang zur BaK-Sitzung zu einer medialen Rundschau gekommen, welche verschiedene Themen in diesem Bereich aufgegriffen hat. Grundsätzlich bestehen im Bereich ADT funktionierende Rechtsgrundlagen. Es handelt sich um ein gut funktionierendes System, welches auf die verschiedenen Bedürfnisse Rücksicht nimmt. Sowohl die Gemeinden als auch die Regionen können mitsprechen, aber auch die betroffene Branche wird einbezogen. Der Sachplan ADT ist erst zweijährig und befindet sich noch in den Kinderschuhen. Darin ist bereits festgehalten, dass die Gemeinden und Regionen die Planung marktkonform gestalten. Voraussetzungen für einen funktionierenden Markt sind somit bereits heute vorhanden. Wie der Markt allerdings funktioniert, lässt sich nicht ganz einfach abschätzen und auch nicht mit einer einfachen, plakativen Antwort erklären. Dass gewisse Verflechtungen und Interessenbindungen bestehen, ist unbestritten. Dies kann relativ einfach recherchiert werden. Das Internet weist entsprechende Seiten auf, auf welchen Sie dies nachschauen können. Aus meiner Sicht ist es allerdings heikel, aufgrund von Vermutungen oder medialen Recherchen bereits von einem Kartell zu sprechen und damit Vorverurteilungen und Aburteilungen vorzunehmen. Bis heute liegen keine klaren Fakten auf dem Tisch; es existiert weder eine Untersuchung noch ein Urteil seitens der WEKO. Dies, obwohl die Baubranche als Ganzes seit längerem immer etwas im Fokus der WEKO stand.

Ein weiteres Faktum ist, dass dieser Markt gewissen Gesetzmässigkeiten untersteht und von Faktoren abhängig ist, die zu einer Monopolstellung führen können. Dies dürfte ebenfalls unbestritten sein. Allerdings ist es in diesem Markt nicht jedem Unternehmer ohne weiteres möglich, auf diesen einzutreten. Wie wir gehört haben, sind grosse Vorinvestitionen nötig und restriktive Auflagen von diversen Seiten vorhanden. Zudem spielen verschiedene Schutzinteressen mit und die Verfahrensdauern sind lange. Letztendlich ist – wie wir gerade am Beispiel Thieracherns gesehen haben – ein politisches Risiko vorhanden. Genau an diesem Punkt setzt der unsererseits eingegebene Zusatz an. Seitens der FDP unterstützen wir diesen Markt; wir wollen eine freie Marktwirtschaft und eine Konkurrenzsituation. Wir setzen aber gewisse Vorbehalte dahingehend, wie stark die Beeinflussung bzw. Steuerung durch den Kanton ausfallen soll. Wir sind der Überzeugung, dass weniger Auflagen, vereinfachtere Verfahren und die Schaffung günstigerer Rahmenbedingungen zu einer Öffnung des Marktes führen, sodass die Konkurrenzsituation durch tiefere Einstiegsschwellen belebt wird. Es dürfte auch nicht der Weg sein, eine künstliche Verknappung von Abbau- und Deponiestandorten mittels restriktiver Bewilligungspraxen zu erzielen. Insbesondere wären kleine Deponien ein möglicher gangbarer Weg. Auch Terrainkorrekturen, bei welchen eine Deponierung vor Ort möglich ist, sollten mit einfachen Bewilligungsprozessen möglich sein. Das Ganze muss aber klar nach dem Prinzip der gleichlangen Spiesse ablaufen. Es dürfen nicht irgendwelche Marktteilnehmer auf dem Platz bevormundet oder

bevorteilt werden, seien dies neueintretende oder bestehende Teilnehmer. Unser Ziel besteht wie erwähnt darin, mit diesem Zusatz mehr Marktwirtschaft zu erhalten. Wir fordern den Kanton auf, die Bedingungen entsprechend festzulegen.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Ich spreche nur zur Planungserklärung der Grünen – es handelt sich um die Rückseite des blauen Zettels, den Sie heute Morgen erhalten haben. Wir sind seitens der Grünen der Meinung, dass die Zuständigkeit des Kantons im Bereich der ADT-Planung gestärkt werden sollte, dies insbesondere im Bereich der Deponien. Die rege Bautätigkeit, das verdichtete und vermehrt In-die-Tiefe-Bauen hat in einigen Kantonsgebieten dazu geführt, dass Aushubmaterial nicht mehr möglichst nahe regional deponiert werden kann. Dies führt zu Materialtransporten über weite Strecken. Im Klartext: Baut man in Thun ein Haus und fährt mit dem Material, um es zu deponieren, bis zu uns ins hinterste Seeland, haben wir in diesem Bereich ein Problem. Derart weite Transporte sind völlig unökologisch. Durch die Transporte werden mehr Leute beeinträchtigt, und auch die Strasseninfrastruktur wird unnötig beansprucht. Ein solcher Deponienotstand zeigt auf, dass die Situation mit den momentanen Zuständigkeiten nicht optimal funktioniert. Deshalb bitte ich Sie, bei Grundsatzfrage 3 der Planungserklärung der Grünen zuzustimmen. Dies, damit der Kanton Bern bei einem entsprechenden Deponienotstand nötigenfalls – und ich sage: wirklich nur nötigenfalls – eingreifen kann.

Marianne Dumermuth, Thoune (PS). Auch ich spreche über die Planungserklärung auf dem hellblauen Blatt, und zwar im Namen der SP-JUSO-PSA zur Grundsatzfrage 3. Der SP ist es auch ein Anliegen, dass wir heute das Thema ADT nicht abschliessend behandeln. Dieses Thema ist sehr wichtig und umfassend; es hat durch die verschiedenen Artikel in der Zeitung «Der Bund» massiv an Brisanz und Aktualität gewonnen. Es ist uns sehr wichtig, das Thema im Rahmen des Baugesetzes und des Richtplans sowie zusätzlich in der BaK weiterbehandeln zu können. Zwar verabschieden wir heute Abend Planungserklärungen, jedoch sollen diese nicht das letzte Wort in dieser Sache sein. Der Kanton hat uns die Grundsatzfrage in Bezug auf ADT und mehr Kompetenzen seitens des Kantons sicher nicht grundlos gestellt. Ich glaube nicht, dass freiwillig mehr Regulierungen eingeführt werden sollen, ist diese Idee sicher aus einer Not heraus entstanden. Wenn der Deponie-Markt nicht mehr alleine funktioniert und dadurch ökologische Probleme entstehen – wir wissen, dass Lastwagen in den Kanton Fribourg oder in den Oberaargau fahren, welche bei uns im Oberland deponieren können sollten – dürfen wir doch nicht einfach zuschauen und untätig bleiben. Wir müssen doch eingreifen!

Seitens der SP haben wir den Eindruck, dass wir dem Kanton hierfür mehr Kompetenzen geben sollten. Wie diese konkret aussehen werden, wissen wir heute Abend noch nicht. Vorerst geht es um die Grundsatzfrage. Man muss sich jetzt nicht darüber Sorgen machen und annehmen, der Kanton beginne Gruben zu steuern. Ich kann Ihnen ein Beispiel aus meiner Region nennen: Wir haben einen Deponienotstand. In Thierachern und in Spiez haben wir zwar geeignete Standorte, welche allerdings nicht umsetzbar sind. Dies nicht nur wegen des Naturschutzes, sondern aus multifaktoriellen Gründen. Wer vermag in solchen Situationen am besten einzugreifen, wenn es verschiedene Interessen aufeinander abzustimmen gilt, wenn nicht der Kanton?

Ich möchte zusammenfassen: Ich habe das Gefühl, wir haben alle dieselben Ziele. Wir wollen genügend Deponiestandorte, faire Preise, keine illegalen Deponien und eine gute Kontrolle. Sehr wahrscheinlich sehen wir unterschiedliche Wege dorthin. Damit die öffentlichen über die privaten Interessen gestellt werden können, sind wir der Überzeugung, dass der Kanton in diesem Bereich eine stärkere Einflussmöglichkeit haben sollte. Schliesslich möchte ich Ihnen mitteilen, dass wir heute Mittag vom kantonalen Kies- und Betonverband eingeladen waren. Seitens dessen Präsidenten ist ein Votum gefallen, dahingehend, dass man sich eine kantonale Überbauungsordnung für die Zukunft als gutes Instrument vorstellen könne. Dadurch werde das Risiko der Planung beim Unternehmer geringer. Wir halten es doch für ziemlich eigenartig und widersprüchlich, dass einerseits nach kantonalen Überbauungsordnungen verlangt wird, andererseits der Einfluss des Kantons gleichzeitig nicht vergrössert werden soll. Aus diesen Gründen bitte ich Sie, den Grundsatz vorsorglich anzunehmen, indem Sie unsere Planungserklärung überweisen. Im Gegensatz zur Planungserklärung der Grünen enthält unsere einen ergänzenden Satz, wonach zu untersuchen sei, was es mit den Marktvorteilen oder Kartellen auf sich hat.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich hole kurz zur Frage aus, was die Planungserklärung der Grünliberalen Partei eigentlich soll bzw. dass diese nichts Böses, Gefährliches oder Teures will,

sondern lediglich eine Vernetzung zweier bestehender Instrumente aufzeigt. Die grössten 30 bis 40 Gemeinden des Kantons sind zur Ausarbeitung eines so genannten Energierichtplans verpflichtet. Der Energierichtplan beinhaltet potenzielle Abwärmequellen. Dies können Abwasserreinigungsanlagen, Industriebetriebe, aber auch Grundwasservorkommen, Erdsonden-, Holzgebiete usw. sein. Es soll sich lediglich um eine heute bereits bestehende Richtgrösse in den Gemeinden handeln. In meiner täglichen Arbeit im Bereich der Energieplanung erlebe ich immer wieder, dass man an Objekte gelangt, bei welchen man im Nachhinein sagt: «Schade – hätten wir doch besser hingesehen oder eine andere Flughöhe eingenommen. So hätten wir aus dem Industriebetrieb oder der Sägerei die Abwärme nutzen und unser Gebiet damit beheizen können.» Wir wollen einzig, dass die Instrumente – der Richtplan und der Energierichtplan – eingesetzt und nicht ignoriert werden. Es soll hingesehen werden, ob es potenzielle Gebiete gibt, welche mit bestehenden Nah- oder Fernwärmeverbünden vernünftig und schlau mit erneuerbarer Energie oder mit Abwärme beheizt werden können. Dabei soll man sich nicht ausschliesslich auf den Planungssperimeter konzentrieren, wo das jeweilige Haus oder der Betrieb gebaut werden soll. Danke, dass Sie mich in diesem Anliegen unterstützen!

Bernhard Riem, Iffwil (PBD). Die BDP will den vorliegenden Bericht zur Kenntnis nehmen, zumal wir die Stossrichtung klar unterstützen. Ich danke allen involvierten Stellen für die Erarbeitung des guten Berichts. Ein paar wichtige Punkte lässt er aber offen; diese möchte ich ansprechen. Wie werden sich die vorgesehenen Massnahmen auf die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons auswirken? Werden die Bauwilligen und die Investoren die neuen Rahmenbedingungen nutzen? Wird der geplante Paradigmenwechsel mit der Siedlungsentwicklung nach innen auch von den Bürgerinnen und Bürgern akzeptiert? Der Bericht gibt Schritte zur Veränderung der Siedlungsentwicklung vor. Die Folge davon ist eine Urbansierung mit einer kleinen auch gesellschaftlichen Komponente mit nicht ganz sicherem Ausgang. Dieser Richtungswechsel bietet langfristig auch eine Chance; ländliche Gebieten mit einer extensiveren Lebensform werden vielleicht gefragt sein und dies in einer intakten Landschaft.

Zu den Grundsatzfragen: Wir unterstützen den Paradigmenwechsel zur vermehrten Siedlungsentwicklung nach innen. Die BDP hat sich nicht von ungefähr entschlossen, auch an der «Kulturlandinitiative» mitzuarbeiten. Diese will dem Kulturland Sorge tragen und gegen die Zersiedelung vorgehen; damit kommt man an einer Konzentration in den verschiedenen Zentren des Kantons nicht vorbei. Die Siedlungen sollen verdichtet werden, nicht aber die darin lebenden Menschen (*hilarité*)! Wir wollen diesen Wechsel nicht auf Kosten der Eigentumsrechte erreichen; der Spagat zwischen dem Recht auf das Eigentum und den Massnahmen zur Siedlungsentwicklung muss gelingen. Dies macht die Planungen anspruchsvoll. Die Planungserklärung SP, Mentha, will offenbar das Eigentum etwas weniger respektieren. Ich befürchte Ansätze längst verflossener Experimente. Wir unterstützen die Planungserklärung BaK, Kropf.

Was Grundsatzfrage 2 anbelangt, ist die BDP überzeugt, dass die Arbeitszonen nicht einfach nur kommunal, sondern auch gemeindeübergreifend geplant werden müssen. Die Regionalkonferenzen übernehmen dabei eine wichtige Rolle. Es ist nicht mehr opportun, dass sich jede Gemeinde ihre Industriezone schafft. Regionale Schwerpunkte können nur gemeinsam gebildet werden; diese sind sinnvoller, da sie die zur Verfügung stehenden Flächen besser nutzen und wirtschaftlicher sind.

Zu Grundsatzfrage 3: Zuerst hatten wir mehrheitlich die Planungserklärung BaK, Kropf, angeschaut. Durch die mediale Berichterstattung ausgelöst, wurden weitere Aspekte zu Tage gefördert, um in der Sprache des Bergbaus zu bleiben. Das ändert nichts daran, dass wir das Planungsverfahren ADT grundsätzlich für richtig halten und zwar aufgrund folgender Aspekte: Im Kanton bestehen verhältnismässig wenige grosse Deponien mit relativ wenigen Akteuren. Die Abklärung, ob kartellähnliche Strukturen oder Absprachen existieren, liegt in der Zuständigkeit der WEKO als richtige Untersuchungsbehörde. Marktbestimmende Unternehmensgruppen darf es nicht geben. Die BDP will auch in diesem Gewerbe einen funktionierenden Markt im Sinne der gesamten Bauwirtschaft und der Bauherren, unter anderem auch der öffentlichen Hand. Überhöhte Preise und lange Transporte sind für die Volkswirtschaft und die Natur schädlich. Sie senken die Akzeptanz und sind energetisch und ökologisch unsinnig. Weiter verlangt die BDP mehr Abbau- und Deponiestandorte, auch solche für das Recycling von Baumaterial. Zusätzliche regionale, kleinere Deponien und Kiesgruben, betrieben durch das lokale Baugewerbe, erhalten mehr Akzeptanz seitens der Bevölkerung. Auf diese Weise werden Absprachen verhindert und nicht mit einer vermehrten kantonalen Planwirtschaft.

Somit komme ich zur Rolle von Kanton und Regionen. Der Kanton ist für die gegenwärtige Situation

wesentlich mitverantwortlich. Seit Jahren werden – zwecks besserer Kontrollen und wegen der Regionalisierung – Gruben geschlossen. Die aktuelle Situation ist unter anderem auf zu viel Planwirtschaft zurückzuführen. Die Planungserklärung FDP, Sommer, entspricht unserer Überzeugung, sodass wir dieser zustimmen werden. Diese Planungserklärung baut weiterhin auf den Zuständigkeiten von ADT auf, nimmt die Forderung nach mehr Markt auf und fördert weitere Deponie- und Abbauvorhaben. Die ganze Deponiegeschichte hat nun in dieser Diskussion etwas viel Gewicht erhalten. Das ist schade. Die Planungserklärungen 4 und 5 empfehlen wir zur Annahme. Die Planungserklärung der glp lehnen wir hingegen ab, weil es sich um eine Gemeindeaufgabe handelt.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Zur Diskussion steht der Raumplanungsbericht 2014. Es handelt sich um einen Bericht und um drei Fragen. Der Bericht baut auf zwei raumplanerischen Instrumenten auf; wie wir gehört haben auf dem Baugesetz und dem Richtplan. Das revidierte Baugesetz werden wir nächstes Jahr im Grossen Rat behandeln und den Richtplan nächstes Jahr zur Kenntnis nehmen. Gleichzeitig ist die «Kulturlandinitiative» zustande gekommen.

Ich komme zum Raumplanungsbericht: Die Grünen begrüssen das Raumkonzept Bern. Auf diesem kann unseres Erachtens die Raumplanung im Kanton aufbauen. Wir sind auch mit dem Szenario eines Bevölkerungswachstums im schweizerischen Mittel einverstanden. Ein zentrales Element des Raumplanungsberichts bildet der Schwerpunkt der Siedlungsentwicklung gegen innen. Die Grünen begrüssen diesen Ansatz ausdrücklich. Damit eine hohe Lebensqualität erreicht wird, muss der öffentliche Raum – und zwar sowohl urbane Plätze als auch Naturräume – parallel zur inneren Verdichtung aufgewertet und sorgfältig geplant werden. Nur mit einer hohen Qualität der Freiräume wird die Bevölkerung von dichterem Wohnen zu überzeugen sein. Dafür bedarf es einer konsequenten Planung und einer Aufwertung der Freiräume. Die Berechnung des Baulandbedarfs wie im Massnahmenblatt A_01 des Richtplans vorgeschlagen, finden wir grundsätzlich gut. Es braucht aber eine Erhöhung der so genannten Geschossflächenziffern (GFZo) durch neue Ausnutzungsziffern (AZ). Zudem muss das Verdichtungspotenzial in den bestehenden Bauzonen besser ausgeschöpft werden, als es heute im Richtplan vorgeschlagen wird. Die Wohnraumknappheit hat in verschiedenen Teilen des Kantons Bern ein besorgniserregendes Ausmass erreicht. Dadurch wird der Druck auf die Mieten erhöht, sodass preisgünstige Wohnungen besonders rar werden. Im Richtplan und im Baugesetz bedarf es Massnahmen zur Förderung von preisgünstigen Wohnungsangeboten. Weiter braucht es aus Sicht der Grünen und als Mit-Initianten der «Kulturlandinitiative» einen besseren Schutz der gesamten landwirtschaftlichen Nutzfläche und nicht nur der Fruchtfolgeflächen. Die Beanspruchung muss an strenge Kriterien geknüpft werden. Nur durch den Schutz der gesamten landwirtschaftlichen Nutzflächen (LN) wird die Zersiedelung wirksam gebremst. Der Kanton soll sich weiterentwickeln können, dies aber am richtigen Ort und im Sinn eines sorgfältigen Umgangs mit dem Boden. Dazu müssen die bestehenden Reservepotenziale in den Bauzonen ausgeschöpft werden. Aus unserer Sicht ist ein Umdenken in der Raumplanung notwendig. Die vorliegenden Instrumente gehen grundsätzlich in die richtige Richtung, sind aber noch zu wenig griffig, um der Zersiedelung genügend entgegenzuwirken.

Ich komme zu den drei Grundsatzfragen und den vorliegenden Planungserklärungen. Zu Frage 1: Die Grünen haben sich immer für einen Richtungswechsel hinsichtlich der Verdichtung nach innen eingesetzt. Im März 2013 hat das Berner Stimmvolk dem Raumplanungsgesetz mit 66 Prozent klar und deutlich zugestimmt. Daher unterstützen die Grünen diese Entwicklung einstimmig. Zur Planungserklärung SP: Auch die Grünen können der Streichung des letzten Satzes zustimmen; die Eigentumsgarantie ist ohnehin auf Bundesebene verankert. Zu Frage 2: Die Arbeitszonenbewirtschaftung wurde im Rahmen der Überarbeitung des Raumplanungsgesetzes seitens der Wirtschaft gewünscht. Es soll auf regionaler Ebene ein Instrument aufgebaut werden, welches die Übersicht über die potenziellen Arbeitszonen aufzeigt. Dies ist sinnvoll. Ebenfalls sinnvoll ist es, dass der Kanton die Grundlagen dafür bereitstellt, sodass die Aufbauarbeit nicht von jeder Region selber übernommen werden muss.

Zu Frage 3: Die Grünen sind klar der Auffassung, dass im Bereich der ADT-Planung die Zuständigkeiten des Kantons gestärkt werden sollen, dies insbesondere im Bereich der Deponien. Die Auflagen zu reduzieren, wie sich dies die FDP vorstellt, halten wir für den falschen Weg. Die Bevölkerung wird Deponien noch weniger zustimmen, wenn die gesetzlichen Auflagen gelockert werden! Bereits heute ist der demokratisch absolut berechtigte Schritt der Volksabstimmung die grösste Hürde für Deponieprojekte. Mit einer Lockerung der gesetzlichen Auflagen würde die Skepsis der Bevölkerung zu recht noch grösser. Daher bitte ich Sie, unsere Planungserklärung

anzunehmen und diejenige der FDP abzulehnen. Zu Planungserklärung 4: Ein Instrument, welches unüberbaute Bauzonen aufzeigt und regelmässig bewirtschaftet wird, ist für Investoren und Gemeinden wichtig. Die Grünen begrüssen diese Planungserklärung ausdrücklich. Ebenso begrüssen wir die Planungserklärung 5 für den eBau. Diesen unterstützen wir schon lange. Auch die Planungserklärung der glp unterstützen wir einstimmig. Zusammenfassend: Der Raumplanungsbericht bzw. der Richtplan ist ein zentrales, strategisches Instrument für die Entwicklung des Kantons. Die darin festgehaltenen Massnahmen sind jedoch nur umsetzbar, wenn Grosser Rat und Regierungsrat die notwendigen finanziellen Mittel zur Verfügung stellen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Der Raumplanungsbericht des Kantons Bern ist gegenwärtig prominent auf der politischen Agenda vertreten. Nebst dem Raumplanungsbericht liegen mit der Baugesetzrevision und dem Richtplan 2030 zwei weitere raumplanerische Instrumente vor, welche das Ziel haben, das Raumplanungsgesetz umzusetzen. Der Raumplanungsbericht ist in diesem Zusammenhang mehr als ein fachtechnischer Papiertiger. Mit den gestellten Grundsatzfragen soll er zu einer qualitativen Debatte in der Raumplanung anregen. Die EVP hat diese gedankliche Auslegeordnung – insbesondere ohne politische Denkverbote – begrüsst. Der Bericht wird neu mehr zu einer Art «Roadmap» für die weitere Entwicklung der Raumplanung des Kantons. Mit der Umsetzung der Teilrevision des Raumplanungsgesetzes ist ein externer Druck auf die Raumplanung des Kantons mit drei primären Zielen entstanden: die Zersiedelung stoppen, das Kulturland schonen und die Siedlungsentwicklung konzentrieren. Der skizzierte Richtungswechsel, welcher in der neuen Raumplanungsdebatte des Kantons sichtbar wird, wird von der EVP-Fraktion explizit begrüsst. Ein wesentliches Element dabei ist der bereits zitierte Paradigmenwechsel hin zu einer Siedlungsentwicklung nach innen – und dies in allen Siedlungstypen. Um die Siedlungsgebiete sollen in Zukunft keine neuen Jahrringe mehr entstehen. Dies ist grundsätzlich zu unterstützen. Deshalb bejahen wir auch die Grundsatzfrage 1 und lehnen die Relativierung mit dem Zusatz bezüglich der Eigentumsbeschränkung ab. Die Flughöhe scheint uns hier die falsche zu sein. Allerdings gilt es – bei einer stärkeren Verdichtung des Siedlungsgebiets – der Qualität der Aussen- und Zwischenräume, der Lücken zwischen den Bauten, Beachtung zu schenken. In diesem Zusammenhang haben wir insbesondere auch über die Aufenthaltsqualität für Kinder und Jugendliche in dichter bebauten Gebieten diskutiert. Die Siedlungsentwicklung nach innen bedarf auch neuer Instrumente. Dies insbesondere, wenn man bedenkt, dass sich ländliche Gebiete mit Bauzonen W2 und W3 anschicken müssen, mehr zu verdichten. Wie geschieht dies? Wie macht man es? Hier ist der Kanton dahingehend gefordert, den Gemeinden neue Werkzeugkasten und raumplanerische Modelle zur Verfügung zu stellen. Ein weiterer Punkt, bei welchem wir diese Stossrichtung ebenfalls unterstützen, ist, dass die oberirdischen Geschossflächenziffern, also die Nachfolgeziffer der Ausnützungsziffer, im Richtplan 2030 eher zu tief gegriffen sind. Aus unserer Sicht könnte durchaus eine Erhöhung vorgenommen werden. Auch zu beachten gilt es, dass gerade bei massiven Verdichtungen, so genannten Hochpunkten, die Qualität zu sichern ist. Im Rahmen eines Hochhauskonzepts muss also darauf geachtet werden, wie man entsprechend baut. Im Weiteren begrüssen wir, dass der qualitative Stellenwert des Kulturlands mit der neu skizzierten Raumplanungspolitik gesteigert wird. Gerade Freiräume erhalten mit der wachsenden Dichte eine grössere Bedeutung. Zur Arbeitsplatzbewirtschaftung: Auch diese Frage unterstützen wir. Wir finden es gut, dass der Kanton diesbezüglich die Initiative ergreift. Es widerspricht nämlich den neuen Zielen der kantonalen Raumplanung, dass jede Gemeinde ihre eigene Industrie- und Gewerbezone hegt und pflegt. Gerade in diesem Bereich liegt die Chance im Zusammenspannen und regionalen Denken. Zu den ADT: Darüber haben wir schon vieles gehört. Die aufgedeckten kartellähnlichen Strukturen und das eigentlichen Fehlen eines funktionierenden Markts zeigen einen klaren Handlungsbedarf. Dies lässt sich auch mit wirtschaftsliberalen Argumenten nicht kaschieren. In diesem Gebiet bedarf es einfach einer stärkeren Rolle des Kantons. Wie bereits seitens der Grünen gehört, braucht es auch die ökologischen Aspekte. Daher macht es Sinn, die Grundsatzfrage 3 zu bejahen. Deshalb unterstützen wir auch die Planungserklärung der SP. Nun eine grundsätzliche Bemerkung zum Schluss: Will man eine verantwortungsvolle Entwicklung in der Raumplanung bewirken, bedarf es verbindlicher Instrumente. Dabei geht es nicht um die Frage «Planwirtschaft versus liberale Freiheiten», sondern darum, Rahmenbedingungen zu schaffen, welche eine geordnete und haushälterische Entwicklung erlauben. Machen wir uns nichts vor: Dies geschieht einfach nicht von selber! Dafür bedarf es aus unserer Sicht klar einer vertikalen Kompetenzverschiebung, wie sie im Rahmen des Baugesetzes angestossen wurde.

Gerhard Fischer, Meiringen (UDC). Zur Haltung der SVP zum Raumplanungsbericht: Wir nehmen diesen zur Kenntnis und unterstützen die Planungserklärungen 1, 2, 4 und 5 der BaK. Zudem nehmen wir die Planungserklärung der FDP an. Was die Planungserklärung glp, Trüssel, anbelangt, so können wir zwar damit leben, die Regelung kann aber über die Gemeinde erfolgen. Zu unserem Kurz-Fazit zum vorliegenden Raumplanungsbericht: Wir sind stark der Meinung, dass der Regierungsrat nach wie vor an die Planwirtschaft glaubt. Begriffe und Bezeichnungen wie «Selbstverantwortung», «Anreize», «Eigentumsgarantie», «Grundeigentum», «Marktwirtschaft», «Interessen der Investoren», «günstiges Investitionsklima», «freier Wettbewerb» und «Gemeindeautonomie» kommen im ganzen Bericht sozusagen nicht vor. Aus unserer Sicht besteht die grosse Gefahr einer starken Übersteuerung. Oder unter welchen Umständen und Voraussetzungen lohnt sich eine verstärkte Entwicklung im bestehenden Baugebiet noch für Eigentümer, Bauherren und Investoren?

Zum Raumplanungsbericht und den Herausforderungen hat der Präsident der BaK Stellung genommen. Dazu ein paar kurze Bemerkungen: Die Siedlungsentwicklung nach innen wird der Aussage des Regierungsrats zufolge zum wichtigsten Thema. Einzonungen sollen an kantonal bedeutsamen Standorten weiterhin möglich sein. Was heisst «bedeutsam»? 75 Prozent in Zentren und 25 Prozent in peripheren Gebieten? Auf der Ebene des Kantons erfolgt die Steuerung vorwiegend durch den kantonalen Richtplan. Dies wird uns nächstes Jahr sicher noch intensiv beschäftigen. Wenn wir auf die Einzonungen in der Vergangenheit zurückblicken, so hat es sich um rund 85 Hektare gehandelt. In Zukunft sollen es noch 35 Hektare sein. Dies wird Folgen haben. Um das vorauszusehen, muss man kein Hellseher sein. Die Baulandverknappung wird zu steigenden Bodenpreisen, Erschwernissen und Behinderungen wirtschaftlichen Wachstums, zu tieferen Steuern und Wohlstandsverlust führen. Das wird Sache sein.

Nun zum Zauberwort «Verdichtung / Siedlungsentwicklung nach innen»: Das ist nichts Neues. In Fachgremien wird bereits seit Jahren über verdichtetes Bauen gesprochen. Höher, tiefer, näher – dies war schon während den vergangenen 30 Jahren ein Thema. Der Teufel steckt aber leider im Detail. Wie gehen wir mit wohlerworbenen Rechten um, mit Grenzabständen, Einsprachen – das Seeufergesetz lässt grüssen –, Eigentumsgarantien und Denkmalschutz mit 36 unter Schutz stehenden Gebäuden? Zwischen dem theoretischen und dem effektiven Potenzial wird noch eine grosse Differenz liegen. Diesbezüglich werden wir noch aufwachen. Wie verhält es sich mit garantierten Aussichten, wie sieht es bezüglich Schattenwürfe aus? Diesbezüglich müssten wir wahrscheinlich mehr die Realitäten aufzeigen, anstatt Illusionen zu wecken.

Ich komme zu den Grundsatzfragen und den Planungserklärungen: Vielleicht eine Bemerkung zur Aussage von Regierungsrat Neuhaus, der gesagt hat, dass Planungserklärungen rechtlich nicht bindend seien. Insofern können wir die Wirkung von Planungserklärungen überbewerten. Ich habe es erwähnt: Wir nehmen die erste Planungserklärung der BaK an. Für uns ist die Verhältnismässigkeit wichtig und dass die Eigentumsgarantie respektiert wird. Respekt bedeutet, Respekt zu haben vor dem Eigentum und nicht über fremdes Gut zu bestimmen. Dies ist uns sehr, sehr wichtig. Deshalb unterstützen wir klar die Planungserklärung 1 der BaK.

Zu Grundsatzfrage 2 und der Planungserklärung der BaK: Blaise Kropf hat gesagt, dass es sich bei der Arbeitszonenbewirtschaftung eher um ein Erfassen handle. Hier gibt es aus unserer Sicht keinen grossen Diskussionsbedarf; die Planungserklärung der BaK ist zu übernehmen. Was die dritte Planungserklärung anbelangt, sind wir klar der Auffassung, dass die Planungserklärung FDP, Sommer, zu übernehmen ist. Persönlich bin ich seit zehn Jahren bei der KWO für Deponien zuständig. Wir haben in den letzten Jahren für rund 3 Mio. Franken Deponien geplant und realisiert. Ich kann sagen, dass ich weiss, worüber wir sprechen. Der Sachplan ADT 2012 ist ein gutes Instrument. Der Kanton muss in diesem Bereich nicht gestärkt werden, zumal nirgends steht, was er stärken will bzw. wie, womit und vor allem wann er es tun will. Materialabbau und Deponien sind ein Geschäft, welches in die Privatwirtschaft gehört und grosser Vorinvestitionen bedarf. Seitens der KWO haben wir im Moment weit über 1 Mio. Franken investiert, aber noch keinen Kubikmeter Material deponiert. Es handelt sich um ein enorm grosses Geschäft, welches auch zeitlich sehr lange – bis zu 20 Jahren – dauern kann. Das Risiko wird am besten dort getragen, wo es Sinn macht: Projekte können so an den jeweiligen Gemeindeversammlungen abgelehnt werden. Das Thema KABA gehört in die WEKO und nicht in diesen Saal. Und noch eines: Der Staat – sei es der Bund oder der Kanton – soll sich nicht in die Privatwirtschaft oder dort einmischen, wo es sowieso schon funktioniert. Seitens der BaK haben wir noch 25 Fragen an die JGK gestellt. Diese sind heute nicht diskutiert worden. Wir haben uns dem Thema noch vertiefter angenommen. *(La présidente*

demande à l'orateur de conclure.) Ich komme zum Schluss: Die SVP nimmt den Raumplanungsbericht zur Kenntnis. *(La présidente coupe le micro.)*

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Die FDP wird den vorliegenden Bericht ebenfalls zur Kenntnis nehmen. Wir haben ihn einer sehr kritischen Beurteilung unterzogen, und ich erlaube mir, an dieser Stelle die entsprechenden Bemerkungen dazu zu machen. Der Raumplanungsbericht zeigt deutlich die seitens des Kantons angestrebte Stossrichtung und vorhandene Absicht zu mehr Eingriffen oder Steuerung in diesem Bereich. So werden auch mehr Interventionsmöglichkeiten angestrebt. Im Bericht ist in diesem Zusammenhang von verschiedenen Instrumenten die Rede. Der Raumplanungsbericht nimmt die Diskussion zur Revision des Baugesetzes teilweise vorweg. Dies zeigt sich auch anhand der drei gestellten Grundsatzfragen, welche eine Signalwirkung in diese Richtung haben werden. Wir haben im Bericht gewisse Widersprüche festgestellt. Einerseits wird wiederholt erklärt, dass der Kanton seine Hausaufgaben gemacht habe und dass beispielsweise die unüberbauten Zonen in unserem Kanton nicht überdimensioniert seien. Andererseits werden keine Möglichkeiten ausgelassen, um zum Teil unnötige oder übersteuernde Eingriffe zu planen. Mit diesen würden wir Gefahr laufen, dass das Ganze übersteuert wird. Die Raumentwicklung gegen innen und die Steigerung der Siedlungsqualität sind aus unserer Sicht wichtig und haben unsere Unterstützung. Auch hier stehen wir vielfach im Gegensatz zu den vielfältigen Schutzinteressen wie beispielsweise jenen der Denkmalpflege oder der Kommission zur Pflege der Orts- und Landschaftsbilder (OLK). In diesem Zusammenhang wird an einer Stelle im Bericht auch von zusätzlichen Abklärungen und Ortsbildanalysen im Umgang mit den Baudenkmalern gesprochen. Dies, obwohl das Hauptproblem der inneren Verdichtung gerade darin besteht, dass 10 Prozent der Gebäude geschützt oder erhaltenswert sind und so einer Siedlungsentwicklung gegen innen vielfach im Weg stehen. Uns fehlt in diesem Bericht ein massvoller alternativer Ansatz zu einer massvollen Raumentwicklung gegen aussen. Es ist klar: Die Kantone sind während der Übergangsfrist gehalten, das Raumplanungsgesetz umzusetzen – und es besteht faktisch ein Einzonungsmoratorium. Erfreulich dabei ist, dass wenigstens keine kompensatorischen Auszonungen stattfinden sollen.

Zu den Grundsatzfragen, zuerst zu Grundsatzfrage 1: Dabei handelt es sich um den uns wichtigen Punkt der Eigentumsgarantie und der Verhältnismässigkeit. Deshalb werden wir die Planungserklärung der BaK unterstützen. Bei Grundsatzfrage 2 geht es primär um die Bewirtschaftung von Arbeitszonen. Hier muss aus unserer Sicht die Möglichkeit bestehen bleiben, dass Unternehmungen unter gewissen Bedingungen Landreserven bilden können. Es kommt wohl keinem Unternehmer in den Sinn, unnötige Landreserven zu horten oder wenn er dies nicht unbedingt muss, eingeschossig zu bauen. Mit solchen Übungen wird viel Kapital gebunden. Dies hat Kosten zur Folge, welche der Unternehmer wiederum auf die Produktion überwälzen muss. Uns wäre zwar eine noch etwas engere Formulierung recht gewesen; nichtsdestotrotz stimmen wir der Planungserklärung der BaK zu. Was Grundsatzfrage 3 anbelangt, habe ich mich bereits geäußert. Noch ein Wort zu den Bewilligungsprozessen. Hier ist bei uns ein gewisses Unbehagen vorhanden, dahingehend, dass sehr viel Macht beim Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) selber konzentriert ist. Dieses ist mit sehr vielen Kompetenzen ausgestattet und soll noch mehr davon erhalten. Anliegen der betroffenen Branche, teilweise auch der Baudirektion, haben vielfach keine Chance oder haben es schwer. Diesbezüglich müssen wir uns überlegen, wie wir damit umgehen wollen. In diesem Bereich vermisste ich auch die Sicht des Praktikers. Es ist sehr viel theoretisches Wissen vorhanden. Dieses ist nicht bestritten, doch manchmal wäre es gut, auch eine praktische Sichtweise einzunehmen. Die FDP wird dieser Planungserklärung selbstverständlich zustimmen. Die übrigen Planungserklärungen werden von uns ebenfalls angenommen. Die Einführung einer jährlichen Erhebung der unüberbauten Bauzonen ist sicher ein richtiges und gutes Instrument. Es schadet nicht, dieses möglichst rasch zu haben. Selbstverständlich unterstützen wir auch eine beschleunigte Einführung des eBaus. Ich komme zum Schluss. Wir werden den Bericht zur Kenntnis nehmen, jedoch ein starkes Augenmerk auf die Ausarbeitung des Baugesetzes und des Richtplans legen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Die EDU-Fraktion unterstützt die Siedlungsentwicklung nach innen grundsätzlich. Dennoch muss immer noch ein Spielraum vorhanden sein, um auf ortsspezifische Gegebenheiten Rücksicht zu nehmen. In der Raumplanung ist es aus unserer Sicht unmöglich, alles über einen Leisten zu schlagen. Wir sprechen uns für einen sanften Druck aus. Spätestens dann, wenn es um Enteignungen geht, hört für uns der Spass auf. Die Entwicklung

muss auch im ländlichen Raum möglich bleiben, insbesondere auch in den touristischen Gebieten. In Bezug auf die Grundsatzfrage 1 unterstützen wir deshalb die Planungserklärung BaK, Kropf. Die Grundsatzfrage 2 ist eigentlich nicht umstritten. Diese können wir auch dahingehend unterstützen, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung auf regionaler Stufe erfolgen soll. Grundsatzfrage 3 haben wir relativ kontrovers diskutiert. Es trifft aber zu, dass in gewissen Fragen – auch wenn wir uns für eine starke Gemeindeautonomie aussprechen – eine übergeordnete Sicht notwendig ist sowie manchmal auch jemand, der übergeordnet eingreift. Der Fall Thierachern – unser Fraktionspräsident wird näher darauf eingehen – hat Folgendes gezeigt: Es ist besser, wenn der Kanton bereits Mittel in die Hand nimmt, als eine Scheinautonomie zu haben, die schliesslich doch das Eingreifen des Kantons bedingt. Die Planungserklärung FDP, Sommer, reicht uns im Prinzip nicht. Wir sehen nicht, wie diese das Problem lösen würde. Gerade im Bereich Abbau, Deponien und Transport herrschen nicht gleich lange Spiesse. Wer eine Grube oder eine Deponie hat, tut alles dafür, dass der in der Nähe befindliche Konkurrent nicht zum Zug kommt. Die Folge davon sind höhere Preise und unvernünftige Transporte. Dies ist nicht nur bei Grossdeponien der Fall, sondern auch bei kleinen in meiner Region. Wer etwas hat, der «töfflet» den anderen. Das ist ein Adelbodner Ausdruck (*hilarité*). Deshalb halten wir den Vorschlag Grüne, Baumann, für eine gute, kluge Formulierung. Der Kanton soll nur dort eingreifen, wo es nicht anders möglich ist. Dabei nimmt er auf die Gemeinden und die betroffene Bevölkerung angemessen Rücksicht. Dies ist kein Gesetz, sondern selbstverständlich eine Planungserklärung. Wir würden es aber befürworten, sollte dieser Weg eingeschlagen werden. Deshalb werden wir die Planungserklärung Grüne, Baumann, zur Grundsatzfrage 3 unterstützen, hingegen die Planungserklärung SP, Mentha, ablehnen. Bei den Punkten 4 und 5 können wir dem Antrag BaK zustimmen.

Die Planungserklärung glp, Trüssel, werden wir ablehnen. Wir anerkennen die Absicht und dass diese für gewisse Ortschaften sehr gut sein kann. Aber auch in diesem Bereich kann nicht für alle Gemeinden Dasselbe gelten, zumal sie nicht alle die gleichen Voraussetzungen haben. Die EDU-Fraktion nimmt den Bericht zur Kenntnis. Da ich noch Zeit habe – das Lämpchen leuchtet noch nicht – möchte ich dem AGR einen kurzen Dank übermitteln. Ich gehöre zu jenen, die das AGR relativ häufig kritisieren. Aber an dieser Stelle darf einmal gesagt werden, dass bei den in der letzten Zeit durchgebrachten oder genehmigten Ortsplanungen ein Effort geleistet wurde.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich fasse mich kurz: Die glp kann mit den Antworten 1 und 2 bzw. den Planungserklärungen der BaK gut leben. Was Grundsatzfrage 3 anbelangt, werde ich etwas ausführlicher. Wir nehmen die Planungserklärungen 4 und 5 an. Nun zur Planungserklärung glp, Trüssel: Für diejenigen, die mir nicht zugehört haben: Es geht um diejenigen Gemeinden, die einen bestehenden Energierichtplan haben. Es handelt sich um die 30 bis 40 grössten Gemeinden des Kantons Bern. Für diejenigen, die mir auch nicht zugehört haben: Dies ist nicht Sache der Gemeinden. Wir haben in vielen Projekten gemeindeübergreifende Interessen, sei es in Bezug auf die Abwasserreinigungsanlagen usw. Es handelt sich also nicht um eine Gemeindeaufgabe. Bitte diskutieren Sie nochmals hinter vorgehaltener Hand darüber, ob Sie alles richtig verstanden haben. Zur Frage 3 betreffend ADT: Als wir uns in der BaK mit diesem Thema zu befassen begannen, hatte ich keine Ahnung, wie dieser Markt funktioniert. Ich habe mir die Zeit genommen und recherchiert, wie dieser Markt heute funktioniert. Dabei kommt man relativ rasch zum folgenden Punkt: Der Kies ist ein lokales Geschäft. Diesen kann man wirtschaftlich maximal 20 bis 30 Minuten transportieren, ansonsten wird er zu teuer. Schauen wir den Markt spezifisch an, gibt es zwei Gruppen, welche 25 Prozent des Marktes beherrschen und etwa 60 Prozent der Transportkapazitäten. Diese zwei Player sind sehr gut miteinander vernetzt, unter anderem mit den sich gegenseitig gestellten Verwaltungsräten usw.

Will ich als neuer Marktplayer ins Geschäft einsteigen, findet das so genannte Festsetzungsverfahren statt. Das bedeutet, dass die Regionalkonferenz ihre regionalen Richtpläne in etwa alle zehn Jahre überarbeitet. Eine Festsetzung für eine neue Kiesgrube kann nur im Rahmen dieses Verfahrens angestrebt werden. Will ich eine Festsetzung, muss ich folgende Rahmenbedingungen erfüllen: Ich muss eine privatrechtliche Sicherung haben, d. h. einen Grundbucheintrag mit Dienstbarkeiten für den Kiesabbau. Ich muss qualitative und quantitative Nachweise der Vorkommen belegen. Die Parzelle muss bezüglich der Umweltkriterien passend liegen inklusive die Erschliessung von Gewässern, Lärm, Luft, Naherholung, Verkehr usw. Die Parzelle muss über ein genügendes Kiesvolumen verfügen, d. h. grösser als 1 Million Kubikmeter sein. Das ist der Punkt betreffend die kleinen «Grüebeli», den wir diskutiert haben. In der Region muss ein Kies- und Deponienachweis erbracht werden. Dies führt dann zu wunderbaren Spielen:

Will man in der Region A einen Bedarfsnachweis erheben, führt man von der Region B lastwagenweise Kies in die Deponie. Dadurch haben wir natürlich unsere Reserven, von welchen abgebaut werden darf, nicht aufgebraucht. Ergo ist in dieser Region kein Bedarf vorhanden, sodass das Thema vom Tisch ist. Die Erhebung des Bedarfs im Kiesgeschäft darf nicht regional erfolgen; sie muss überregional vorgenommen werden. Hierfür bedarf es einer kantonalen Koordination, nicht nur unter Einbezug der «Kiesmafia», entschuldigen Sie den Ausdruck, sondern auch der Baumeister und der Transporteure. Spricht man mit Letzteren, haben diese ganz andere Bedürfnisse als die Kiesindustrie. Es handelt sich also nicht um eine homogene Gruppe. Nur schon das Prozedere für die Festsetzung kann sieben bis zehn Jahre dauern, und es kostet in der Grössenordnung von 1 Mio. Franken. Gerhard Fischer hat diesen Wert bereits genannt. So werden enorme Geldsummen verschlungen, wobei ein Restrisiko besteht.

Nun zur Standortgemeinde: Selbst wenn man eine Standortgemeinde motivieren könnte, bei sich ein «Grüebeli» zu bauen, wird das Thema dennoch regional betrachtet. Die Nachbar- oder Standortgemeinde können noch gekauft werden, indem man ihnen mittels Mehrwertabschöpfungen einen schönen Batzen Geld ins «Poschettli» stösst. Sie sind käuflich. Was geschieht in den umliegenden Gemeinden? In diesen formieren sich sofort Widerstandsorganisationen und Aktionsgruppen, welche in der Regel relativ prominent durch «Kies-Brüder» vertreten sind. Die Nachbar- oder Anstössergemeinden haben natürlich nichts davon ausser dem Verkehr, dem Schmutz und dem Lärm. Somit ist die regionale Geschichte wieder gestorben. Es bedarf also dringend einer überregionalen Geschichte. Das Lämpchen blinkt. Ich komme zu einer Zwischenbemerkung: Wir möchten uns gerne dem Vorstoss Baumann, Grüne, anschliessen und bitten die SP, ihren Vorschlag doch zugunsten desjenigen der Grünen zurückzuziehen.

La présidente. Pour le PS-PSA, Mme Dumermuth. Ensuite, des intervenants à titre personnel se sont annoncés et je donne la direction du Grand Conseil à mon vice-président, M. Jost. C'est à vous, Madame.

Le vice-président Marc Jost prend la direction des délibérations.

Marianne Dumermuth, Thoun (PS). Zuerst zum Raumplanungsbericht allgemein: Ich möchte dem Regierungsrat, der Verwaltung sowie allen Beteiligten für den Bericht danken. Die Raumplanung ist wirklich ein ideales Instrument zur Abstimmung aller Politik-Bereiche. Wir können auf derselben Hektare nicht gleichzeitig wohnen, Landwirtschaft betreiben oder Sport machen. Es geht also um die Prioritätensetzung, d. h. darum, das Richtige am richtigen Standort zu tun. Mir ist wichtig festzuhalten, dass es nicht um einen Stadt-Land-Konflikt geht. Grundsätzlich unterstützen wir die Stossrichtung des Berichts, welche in den Kapiteln zu den Herausforderungen deutlich sichtbar wird. Wir behandeln heute den Bericht, erwarten aber eine griffige Umsetzung im Rahmen der Revision des Richtplans und des Baugesetzes. Seitens der SP begrüssen wir es sehr, dass die Raumplanung mehr in die politische Diskussion Eingang gefunden hat. Es muss uns gelingen, dass wir alle bemerken, dass uns die Raumplanung etwas angeht. Wir sind jeden Tag davon betroffen, sei es durch das Wo oder Wie wir wohnen, arbeiten, unsere Freizeit verbringen oder mit dem Velo einfach vom einen Ort an den anderen fahren. All dies sind raumplanerische Fragen unseres Alltags. Raumplanung ist kein technokratisches Instrument.

Zu den Planungserklärungen: Wir sind froh, dass der Regierungsrat uns die Grundsatzfragen gestellt hat. Bei der Siedlungsentwicklung nach innen unterstützen wir klar die Planungserklärung von Luc Mentha. Diesbezüglich ist es sehr wichtig, dass wir qualitätsbewusst umgehen und nicht überall Dasselbe gemacht werden darf. Bevor die Siedlungsentwicklung nach innen im grösseren Stil angegangen wird, lohnt es sich, sich ein Bild darüber zu machen, wo was an der richtigen Stelle gemacht werden könnte. Das Verdichten und die Erneuerung stellen eine grosse Herausforderung dar. Dies nicht zuletzt auch, weil die Akzeptanz der Bevölkerung zurzeit nicht sehr gross ausfällt. Viele Leute möchten, dass es dort, wo sie wohnen, so bleibt wie es ist. So würden sie sich wohlfühlen. Oftmals wird schwarz-weiss gedacht – entweder Beton oder grün. So ist die Realität überhaupt nicht. Damit wir glauben, dass es sich anders verhält, benötigen wir gute Beispiele und eine gute Kommunikation. Diesbezüglich hoffen wir auch auf den Kanton. Wichtig ist ebenso eine bessere Verfügbarkeit des bereits eingezonten Baulands. Zudem sollten wir auch über Einzonungen am richtigen Ort nachdenken dürfen. Es darf kein totales Einzonungsmoratorium geben. Die Infrastrukturen, welche wir heute mit unseren Steuern an vielen Orten aufgebaut und bezahlt haben, sollen gebraucht und amortisiert werden können.

Zur Grundsatzfrage 2 betreffend die Planungserklärung zur Arbeitszonenbewirtschaftung kann ich mich kurz halten: Dies ist auch im Standortmarketing ein wichtiger Punkt. Auch hier handelt es sich nicht primär um einen bürokratischen Akt. Zu ADT brauche ich keine Ausführungen mehr zu machen, zumal ich vorhin im Zusammenhang mit unserer Planungserklärung darüber gesprochen habe. Noch ein paar Gedanken: Im Raumplanungsbericht fehlen uns Aussagen zum gemeinnützigen Wohnungsbau. Gerade bei der Siedlungsentwicklung nach innen sind zum Beispiel die Wohnbaugenossenschaften sehr wichtige Partner, haben diese doch oftmals in den 1950er-Jahren relativ extensiv gebaut. Zu dieser Herausforderung haben wir im Raumplanungsbericht keine entsprechenden Aussagen gefunden. Es fehlen uns auch Aussagen zu den Einfamilienhäusern. Unseres Erachtens sollten für den Bau von Einfamilienhäusern keine neuen Zonen geschaffen werden. Ich möchte an dieser Stelle auch deponieren, dass wir mit den Agglomerationsprogrammen und den regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepten sowie den Entwicklungsschwerpunkten sehr wichtige Instrumente haben. Letztere zu behalten, ist wichtig. Zu den Planungserklärungen 4 und 5: Diese unterstützen wir in der vorliegenden Form. Zudem unterstützen wir die Planungserklärung glp, Trüssel.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Wir kommen zu den Einzelvotanten. Deren Redezeit beträgt je 3 Minuten. Bitte tragen Sie sich in die Rednerliste ein, falls Sie das Wort wünschen. Zuerst hat Grossrat Schneiter das Wort.

Alfred Schneiter, Thierachern (UDF). Ich spreche zur dritten Planungserklärung. In diesem Zusammenhang ist die Gemeinde Thierachern schon erwähnt worden. Wir führen heute übrigens den Slogan «Zuhause zwischen Stadt und Land» – nur damit dieser auch hier bekannt ist. Ich bin Mitglied des Gemeinderats von Thierachern und möchte Ihnen unsere Situation kurz schildern. Es geht jetzt nicht um Kiesabbau, sondern um die Deponie sauberen Aushubmaterials. Was Sie mit diesen Aussagen anfangen, bleibt selbstverständlich Ihnen überlassen. In Thierachern befassen wir uns auch im Gemeinderat mit diesem Thema. Vor ein paar Jahren wurden Bemühungen unternommen, um eine Deponie für Aushubmaterial zu erstellen. Ein Unternehmer fand Land auf unserem Gemeindegebiet und wurde mit den Eigentümern einig. Danach begann das ganze Verfahren wie vorgeschrieben zu laufen. Dort involviert waren natürlich auch unsere Gemeinde sowie die Kantonale Überbauungsordnung (KÜO). Man fand zu einer Einigung. Der letzte Akt bestand darin, dass das Geschäft dem Volk vorgelegt werden musste. Es kam zu einer Volksabstimmung. Innerhalb des Gemeinderats waren wir uns einig, hatten wir uns doch überregional mit der Sache beschäftigt. Dies, weil uns der Verein Entwicklungsraum Thun (ERT) eigentlich plausibel machen konnte, dass ein Deponienotstand herrscht. Das Geschäft wurde aber an der Urne mit sieben Stimmen Unterschied abgelehnt. Als Gemeinderat mussten wir dies zur Kenntnis nehmen. Für den Unternehmer war es aber ein Fiasko. Nachdem er bereits viel investiert hatte, stand er vor einem Scherbenhaufen. Nun hat er sich – seinem Recht entsprechend – an den Kanton gewandt. Dieser hat dann eingegriffen und befunden, dass eine Deponie von übergeordnetem Interesse sei. Gestützt darauf begann der Kanton unter Berufung auf das Baugesetz Druck zu machen. So standen wir vor der Tatsache, dass es plötzlich hiess: «Die Gemeinde bzw. das Volk hat zwar entschieden, nun sagt aber der Kanton, wie es läuft.». Dies ist einigen sehr in die Nase gestochen bzw. wohl jeder demokratisch denkenden Person. Es bildete sich eine «IG Anti-Deponie», welche sich nun zur Wehr setzt und das Projekt verzögert. Soweit zu unserer Situation. Uns wäre es lieber gewesen – das Lämpchen blinkt, ich muss zum Schluss kommen – es wäre von Anfang an klar gewesen, dass der Kanton in diesem Bereich das Sagen hat und dies entsprechend gehandhabt worden wäre. So hätte eine Schlaufe über die Gemeinde vermieden werden können. Diese Situation hat zur Verärgerung aller geführt. Ich muss dennoch festhalten, dass wir das übergeordnete Interesse anerkennen. *(Le vice-président demande à l'orateur de conclure.)* Wir wehren uns auch nicht als Gemeinderat, zumal wir ganzheitlich denken. Ich möchte Ihnen zu bedenken geben, dass es nun unser Problem ist. *(Le vice-président coupe le micro.)*

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich habe der Debatte mit Interesse zugehört und gehe auf zwei Punkte ein. Der eine ist etwas untergegangen, der andere ist noch gar nicht zur Sprache gekommen. Als Ratsneuling und Mitglied des Initiativkomitees der «Kulturlandinitiative» habe ich mich mit Interesse auf den Raumplanungsbericht gestürzt. Beim ersten Satz auf Seite 3 bin ich schon etwas ins Grübeln geraten. Dort steht «Der Boden im Kanton Bern wird mehrheitlich

haushälterisch genutzt.». Dies ist eigentlich eine Selbstverständlichkeit, zumal die haushälterische Nutzung des Bodens ein Gesetzes- bzw. sogar ein Verfassungsgebot ist. Reicht es aus, wenn der Boden «mehrheitlich haushälterisch» – also «mehrheitlich» und nicht überall – genutzt wird? Ich habe in diesem Bericht präzisierende Angaben dazu vermisst, wo und weshalb der Boden nicht überall haushälterisch genutzt wird. In der Arealstatistik des Bundes finden sich Angaben dazu. Im Kanton Bern ist die Siedlungsfläche innerhalb von 24 Jahren um 5849 Hektare gewachsen – also um fast 20 Prozent innerhalb einer Generation. Vor diesem Hintergrund ist der eingangs zitierte Satz eigentlich eine Schönfärberei. Gemäss den Grundlagen der Baugesetzrevision des neuen Richtplans geht die Ausdehnung der Siedlungsfläche weiter. Damit geht der Verlust von Kulturland in den nächsten Jahren nochmals weiter, wenn auch verlangsamt. Dies trotz aller Bekenntnisse zur inneren Verdichtung und dem Paradigmenwechsel. Der vorgeschlagene Paradigmenwechsel verträgt keine Abstriche. Es bedarf aber zusätzlicher Anstrengungen. Dies möchte ich an dieser Stelle zu bedenken geben.

Ein anderes Kapitel, welches mich zum Grübeln gebracht hat, findet sich auf Seite 14 des Berichts. Dort steht, eine Prioritätensetzung im Bereich von Natur und Landschaft sei schwierig, weil die Grundlagen fehlten und keine gesicherten Aussagen vorhanden seien. Es wird dann auf den vom Bund erarbeiteten Aktionsplan zur Biodiversitätsstrategie verwiesen, welcher neue Aufgaben bringen würde. Schliesslich folgt der Satz: «Ob es dem Naturschutz gelingt, diese Herausforderung anzunehmen und räumlich umzusetzen, muss sich erst noch zeigen.». Diese Aussage lässt mich etwas ratlos zurück, ist doch keine Strategie erkennbar. (*Le vice-président demande à l'orateur de conclure.*) Immerhin werden wir am Montag mit der Zustimmung zum Antrag der Finanzkommission für Budgetmittel zur Erhöhung der Naturförderung die Gelegenheit haben, ein Zeichen dafür zu setzen, dass im Bereich Natur und Landschaft etwas unternommen werden muss.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Sie brauchen keine Angst zu haben: Ich will hier keine Landwirtschaftsdebatte führen und über den Kulturlandverlust jammern. Mir ist der Raumplanungsbericht zu wichtig und mir ist zudem die Handhabe im Rahmen des Raumplanungsgesetzes in Bezug auf die Inhalte des Richtplanes wichtig. Werte Anwesende, ich wähne mich hier in der Verantwortung als Vertreter des Berner Volkes im Grossen Rat, um die Zukunft raumplanerisch zu gestalten. Wir haben die Verantwortung, ganzheitlich und nicht einseitig zu denken. Dies betrifft sowohl mich als Bauer als auch die Wirtschafts- sowie die Arbeitsvertreterinnen und -vertreter. Weil wir über ein sehr wichtiges zukunftsgerichtetes Gebiet diskutieren, möchte ich mich zu Grundsatzfrage 2 und der entsprechenden Planungserklärung äussern. Dort steht, dass die Arbeitszonen in Zukunft regional bewirtschaftet werden können. Dies ist mir sehr, sehr wichtig. Ich habe zwar keine Planungserklärung eingereicht, weil eine solche – im Fall einer Ablehnung – zu nichts führt. Ich werde mich aber im Rahmen der Baugesetzrevision oder des Richtplans dafür stark machen, dass das «Zentrumsdenken» verstärkt weitergedacht wird. Wir müssen Arbeits- und Wirtschaftszonen in Zentren verlegen können. Davon müssen aber auch periphere Landgemeinden profitieren können. Also müssen wir nicht nur raumplanerisch denken, sondern auch die Finanzen einbeziehen. Es könnte sein, dass man eine neue Form findet. Hierfür bedarf es vielleicht keiner Gemeindefusionen. Man könnte zum Beispiel Gemeindeverbände gründen, um die Raumplanung gemeinsam anzugehen, beispielsweise mit aus einem gemeinsamen Steuersatz finanzierten Mitteln. Dies sind meine Gedanken.

Was mir hier fehlt, ist die Wohnzone. Alle sprechen hier darüber, Kulturland und Fruchtfolgeflächen zu schonen. Werte Anwesende, die Gemeinde Kappelen hinter Lyss besteht nicht nur aus Fruchtfolgeflächen. Wenn wir sagen, dass wir keine Fruchtfolgeflächen mehr benötigen bzw. nur dort, wo sie zwingend sind, ist keine Entwicklung mehr möglich. Aus diesem Grund wäre der Gedanke einzubringen, wie wir uns in Zukunft entwickeln können. Die Gemeinde Kappelen müsste sich mit Seedorf und Lyss zusammenschliessen; mit einer Arbeitszone Lyss und einer Wohnzone Richtung Seedorf. Dort ist das landwirtschaftliche Land nicht derart wertvoll wie in Kappelen. Damit würde weder die Wirtschaft behindert, noch sonst etwas beeinträchtigt. Wir müssen an die Zukunft denken.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Grossrätin Rüfenacht macht als Einzelvotantin eine kurze Ergänzung.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Nur kurz, liebe Wirtschaftsvertreter, apropos ADT: Wir haben heute Mittag vom Präsidenten der KSE gehört, dass die Abstimmung auf Gemeindeebene

für ein Deponieprojekt die grösste Hürde darstellt. Wenn Sie – entsprechend Ihrem Antrag – eine Lockerung der gesetzlichen Auflagen fordern, wird die Skepsis der Bevölkerung steigen – und dies zu recht. Sie schneiden sich mit Ihrer Planungserklärung ins eigene Fleisch.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Bevor der Kommissionspräsident und eventuell die Antragstellenden nochmals das Wort haben, möchte ich dem Gemeindedirektor das Wort erteilen. Bitte, Herr Neuhaus.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Die vergangenen vier Jahre waren für die Raumplanung im Kanton Bern eine grosse Herausforderung und eine intensive Zeit. Die Herausforderungen werden weiterhin grösser. Die wichtigsten haben wir seitens des Regierungsrats im vorliegenden Raumplanungsbericht aufgezeigt. Es ist schön, dass die Raumplanung zu einem politischen Schlüsselthema geworden ist; sie wird in der Öffentlichkeit und bei uns im Saal breit diskutiert, was ich als sehr positiv erachte. Denn unsere schöne Landschaft, unser Lebensraum, erhält so die Bedeutung, die ihm zusteht. Die Raumplanung im Kanton Bern wurde von Avenir Suisse, einer unverdächtigen Institution, mit der Silbermedaille belohnt. Es stimmt: Wir machen nicht alles perfekt, aber «nobody is perfect»! Und vielleicht zu Ihnen, Herr Grossrat Vanoni: Im Kanton Bern wurde zu 15 Prozent gebaut, während es im Kanton Fribourg zur selben Zeit 40 Prozent waren. Ich dokumentiere Sie gerne und bin auch gerne bereit, einmal mit Ihnen zusammensitzten, um Sie auf den neuesten Stand zu bringen. Ich verfüge über etliche Dokumente, doch in einem 30-seitigen Bericht findet nicht alles Platz. Ich kann die Frage so stellen: Ist der Kanton Bern wegen den Restriktionen in der Raumplanung wirtschaftlich weniger gewachsen? Die Frage ist, was zuerst war: das Huhn oder das Ei. Das ist nun alles Geschichte. Mit der Revision des Raumplanungsgesetzes auf Bundesebene wurden neue Voraussetzungen geschaffen. Das Berner Stimmvolk steht klar hinter diesen Zielen, zumal die Gesetzesrevision mit einer Zweidrittelmehrheit bzw. mit einem Ja-Stimmenanteil von 66,8 Prozent angenommen wurde. Es handelt sich um einen wichtigen politischen Auftrag, der vom Regierungsrat sehr ernst genommen wird. In den kommenden Jahren wird die Siedlungsentwicklung nach innen zum wichtigsten Thema der Raumplanung. Ein Paradigmenwechsel und ein Umdenken sind in diesem Bereich notwendig. Der Regierungsrat hat dies bereits im letzten, vor vier Jahren publizierten Raumplanungsbericht aufgezeigt. Dies wurde aber nicht von allen Seiten gleichermassen zur Kenntnis genommen. Von einer Person, die mir eine Frage gestellt hatte, wurde ich sogar ausgelacht, als ich sagte, man müsse unter anderem in die Höhe bauen. Nun wird es sehr konkret. Zum Stichwort Kulturlandschutz: Auch hier handelt es sich um ein grosses Anliegen der Bevölkerung. Dieses manifestierte sich nicht nur in der Zustimmung zum Raumplanungsgesetz, sondern auch im Rahmen der kürzlich zustande gekommenen «Kulturlandinitiative». Die Umsetzung der «Zweitwohnungsinitiative» betrifft vor allem die touristischen Regionen, darunter mehrere Gemeinden unseres Kantons. In diesem Zusammenhang blicken wir dem Ergebnis der im eidgenössischen Parlament geführten Diskussion mit Spannung entgegen.

Der Regierungsrat blickt nicht nur zurück, sondern vor allem voraus, zumal uns die neuen Herausforderungen heute und insbesondere auch in Zukunft stark beschäftigen werden. Ich erinnere Sie daran, dass der Regierungsrat an derselben Sitzung, an der er den Raumplanungsbericht 2014 zu Ihren Händen verabschiedet hat, auch den Richtplan 2030 zur öffentlichen Mitwirkung und Vernehmlassung freigegeben hat. Im Richtplan 2030 wird aufgezeigt, wie wir im Kanton Bern auf die neuen Vorgaben des Bundesrechts reagieren. Der Richtplaninhalt im Bereich Siedlung wurde grundsätzlich überarbeitet. Der Paradigmenwechsel zur Siedlungsentwicklung nach innen schlägt durch; der überarbeitete Richtplan macht Vorgaben. Wir werden die Gemeinden bei der Umsetzung unterstützen und die notwendigen Hilfsmittel bereitstellen. Wir haben auch die übrigen Richtplaninhalte grundsätzlich überprüft und wo nötig aktualisiert. Zum Teil haben wir auch Punkte weggelassen. In vielen Diskussionen wurde deutlich, dass sich der vor einem Jahrzehnt konzipierte Richtplan grundsätzlich bewährt hat. Wichtig ist vor allem, dass er einem regelmässigen Controlling unterzogen und periodisch aktualisiert wird. Der überarbeitete Richtplan wird dem Grossen Rat voraussichtlich im kommenden Herbst zur Kenntnis gebracht. Dies können Sie dem Baugesetz Artikel 104 Absatz 5 entnehmen. Sollten Sie bereits heute Einwände oder Anregungen haben, fordere ich Sie auf, an der öffentlichen Mitwirkung teilzunehmen; dafür haben Sie noch bis zum 18. Dezember 2014 Zeit. Wenn Sie Begriffe wie Selbstverantwortung, Gemeindeautonomie, Eigentumsgarantie sowie Statistiken zum Land nicht in

diesem Bericht finden, hat es damit zu tun, dass sie selbstverständlich sind.

Somit komme ich zu den Bemerkungen zu den Planungserklärungen der BaK: Der Regierungsrat begrüsst die erste Planungserklärung der BaK zu den Grundsatzfragen 1 und 2. Er ist froh und erfreut, dass der Grundsatz der Siedlungsentwicklung nach innen seitens der BaK unterstützt wird. Der Regierungsrat begrüsst auch die beiden weiteren Planungserklärungen 4 und 5 der BaK. Die periodischen Erhebungen der unüberbauten Bauzonen vermitteln nicht nur dem Kanton, sondern auch allen anderen Beteiligten – insbesondere den Gemeinden – wichtige Informationen über die Steuerung der räumlichen Entwicklung. Diesen Informationen kommt eine viel höhere Bedeutung zu, zumal die Ausscheidung von neuen Bauzonen gestützt auf das revidierte Raumplanungsgesetz und den Richtplan 2030 bereits stark begrenzt wird. Auch diesen Aspekt haben Sie in der eben geführten Diskussion erwähnt.

Das Projekt eBau, welches es erlauben würde, Baugesuchsakten direkt über Internet einzureichen und die involvierten Behörden elektronisch zu erreichen, musste aus Kostengründen abgebrochen werden. Durch die Überweisung durch den Grossen Rat der Motion Steiner-Brütsch (M 248-2013) aus dem Jahr 2013 kann diese Arbeit nun wieder aufgenommen werden. Die Planungserklärung unterstützt diese Stossrichtung, vor allem auch, weil die finanziellen Mittel für den eBau noch nicht gesichert sind. 36 Tage vor Weihnachten und vor der Budgetdebatte habe ich als Kirchendirektor noch Hoffnungen. Enttäuschen Sie mich bitte nicht!

Damit zum Entscheidenden: Der Regierungsrat lehnt die dritte Planungserklärung ab bzw. sowohl die entsprechende Planungserklärung der BaK als auch jene der FDP. Die Planungserklärung der FDP will eine Lockerung des Bundesgesetzes, was nicht einfach zu bewerkstelligen ist. Ich bin überrascht, dass man nun plötzlich etwas unternehmen will. Vor ein paar Tagen hiess es noch, es sei alles in Ordnung. Nun sieht man Handlungsbedarf – allerdings innerhalb eines Bereichs, in welchem wir nichts unternehmen können. Der Regierungsrat lehnt auch die dritte Planungserklärung der BaK ab. Weshalb dies? Wir alle in diesem Saal – Politikerinnen, Politiker und Staatsangestellte – sind den Bernerinnen und Bernern verpflichtet: Wir sind der Landwirtschaft, den Bauern, der Landschaft, der Umwelt, dem Gewerbe und der Wirtschaft verpflichtet. Wir – Sie und ich – haben vor noch nicht allzu langer Zeit in diesem Raum geschworen oder gesagt: «Ich gelobe es!». Wir sind auch gut beraten, die Finger von dem zu lassen, was gut funktioniert, zumal der Staat nur diejenige Arbeit übernimmt, welche von Privaten nicht geleistet werden kann. Im Bereich Abbau, Deponie und Transport (ADT) verhält es sich hingegen nicht so, wie es sein sollte. Ich nenne Ihnen drei Gründe. Kies: Es werden Zehntausende an Kubikmetern innerhalb des Kantons von der einen Grube zur anderen gekarrt. Damit soll missliebige Konkurrenz innerhalb der Kies-Branche ausgeschaltet und die Erstellung neuer Gruben verhindert werden, die eben Konkurrenz mit sich brächte. Seitens der Gemeinde Urtenen-Schönbühl wurde mir geschrieben, dass sie dem «Kies-Tourismus» mit den Hunderten und Tausenden von Lastwagen mit Sorge und Unverständnis zusehen müsste. Die Bevölkerung und die Strassen leiden unter diesem unnötigen Verkehr. Aber das sind ja keine Probleme, ist es ja der Kanton, der dafür bezahlt! Der Steuerzahler sorgt dafür, dass die übermässig beanspruchten Strassen repariert werden. Zwar haben wir ohnehin viel Verkehr, aber ob der eine oder andere Lastwagen mehr fährt, sodass das Ganze noch schlechter fliesst, ist sicher nicht schlecht! Dies könnten zynische Aussagen sein. Ich möchte nicht zynisch sein und sage einfach, dass der Zusatzverkehr sinnlos ist.

Nun will ich nicht weiter über Kies sprechen, sondern komme zum Stichwort Deponie. Vor noch nicht allzu langer Zeit mussten Sie für die Umfahrung von Saanen einen Nachkredit bewilligen. Der Grund dafür bestand darin, dass der Markt nicht gespielt hatte. Deponiematerial wird aus dem Raum Thun nach Niederbipp geführt und von Lyss wird in den Raum Neuenburg gefahren. Verschiedene unter Ihnen – ich habe mit zwei, drei von Ihnen gesprochen – wissen, dass Material illegal deponiert wird, weil es sich rechnet. Somit komme ich zum Preis: Wir haben im Kanton Bern nicht nur hohe Steuern, sondern in gewissen Regionen auch hohe Baupreise. Grossrat Luc Mentha hat gesagt, dass er von einem Unternehmen weiss, welches wegen des Baupreises auf einen Bau in Köniz verzichtet hat. Die eidgenössische Wettbewerbskommission (WEKO) wurde aktiv und kam auf den Kanton Bern zu. In diesem Sinn dürfte die Planungserklärung der SP, mit welcher die «kartellähnlichen Strukturen» angegangen werden sollen, hinfällig sein. Die Planungserklärung der Grünen, Baumann, zielt in die richtige Richtung. Weshalb? Was in diesem Bereich abläuft, ist nicht nur ökologisch gesprochen dumm, sondern auch volkswirtschaftlich schädlich. Im Klartext: Viele Bernerinnen und Berner bezahlen mehr als nötig wäre. Dies, weil sich einige wenige absprechen und dadurch etwas mehr kassieren als nötig. Oder man kann aus wissenschaftlicher Sicht sagen, dass es sich um nichts Neues handelt, sondern um ein «ADT-Oligopol». Absprachen führen dann

zu Rent-seeking. Dies können Sie in den wirtschaftlichen Materialien nachlesen. Von einzelnen wird zu viel an der «ADT-Schraube» gedreht. Verstehen Sie mich richtig: Eine Unternehmerin oder ein Unternehmer benötigt einen Return on Investment. Wer ein Risiko trägt, soll auch etwas verdienen und belohnt werden, zumal Arbeitsplätze geschaffen und Löhne bezahlt werden usw. Wir alle wollen aber, dass auf dem Markt gleich lange Spiesse vorhanden sind, sodass überhaupt ein funktionierender Markt besteht. Ich muss Ihnen ehrlich sagen – und ich bin nicht Jurist, sondern Wirtschaftler –, dass dies nicht der Fall ist. Der Kanton Bern will im ADT-Bereich keinen Persilschein. Der Kanton Bern will nicht «Unternehmerlis» spielen oder eine Kiesgrube betreiben. Dennoch ist er dahingehend in der Pflicht, dass der Bereich ADT funktioniert, sodass die Wirtschaft abgesehen von den bereits hohen Steuern nicht noch mit entsprechenden Preisabsprachen behindert wird. Aus diesem Grund bitte ich Sie, dieser im Rahmen der Baugesetzrevision nochmals zu führenden Diskussion jetzt nicht den Riegel zu schieben! Diese Diskussion wollen wir auch führen, zumal der Markt wegen des Überbordens einzelner teilweise nicht funktioniert. Diese ziehen einen mehr Geld aus der Tasche, als man effektiv bezahlen müsste. Deshalb verzichten Sie auf die Planungserklärung 3 von BaK und FDP. Dies, damit diese richtige und wichtige Diskussion noch geführt werden kann. Dafür danke ich Ihnen im Namen von mehr als einer Million Bernerinnen und Bernern!

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Vielen Dank, Herr Regierungsrat, für Ihre Ausführungen. Ich weiss nicht, ob ich bereits jemals eine dermassen umfassende Stellungnahme seitens von Regierungsrat Neuhaus gehört habe. Dies zeigt jedenfalls die Wichtigkeit des Geschäfts. Ich weiss nicht, ob alles gesagt wurde. Der Kommissionspräsident wünscht sicher nochmals das Wort. Wird das Wort ebenfalls seitens der Antragstellerinnen und Antragsteller gewünscht? Wenn ja, bitte ich Sie, sich in die Rednerliste einzutragen. – Offenbar wird das Wort nicht mehr gewünscht. Für die BaK hat nun Grossrat Kropf das Wort.

Blaise Kropf, Berne (Les Verts), président de la CIAT. Ich werde mich kurz fassen. Ich danke Ihnen für die gute Aufnahme des Raumplanungsberichts 2014 und der Anträge der BaK. An dieser Stelle möchte ich – vielleicht im Sinne einer Zusammenfassung dieser Debatte – sagen, dass es wohl ansatzweise den Versuch gegeben hat, einen Antagonismus aufzubauen zwischen jenen, die die Eigentumsgarantie und die Verhältnismässigkeit in Frage stellen möchten und planwirtschaftlichen Argumenten usw. Von der anderen Seite wurde gesagt, dass diejenigen, die auf Eigentumsgarantie und Verhältnismässigkeit beharren, der Verdichtung nach innen gewissermassen im Wege stehen. Kolleginnen und Kollegen, wir haben sowohl in der Kommission als auch jetzt im Parlament eine sehr konstruktive, gute Debatte geführt. Ich danke auch dem Justiz- und Gemeindedirektor sowie der Verwaltung und dem AGR für die gute Begleitung dieses Geschäfts. Wir müssen in der Raumplanungspolitik gemeinsam einen Schritt weiterkommen. In diesem Sinn bitte ich Sie, den Raumplanungsbericht 2014 zur Kenntnis zu nehmen und die entsprechenden Planungserklärungen zu unterstützen.

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Der Regierungsrat hat uns drei Grundsatzfragen zu diesem Bericht gestellt. Diese wollen wir nun vorab beantworten. Bei den Fragen 1 und 2 ist dies relativ einfach. Bei Frage 3 werde ich, wenn wir darüber befinden, erklären, welchen Ablauf wir im Präsidium besprochen haben. Nun gehen wir Schritt für Schritt vor, indem wir zuerst die Grundsatzfrage 1 beantworten. Dort stellen wir die Planungserklärung 1 der BaK der Planungserklärung SP, Mentha, gegenüber. Die Frage lautet: Wenn Sie der Planungserklärung BaK annehmen möchten, stimmen Sie bitte Ja, wenn Sie der Planungserklärung SP/Mentha die Stimmen geben wollen, stimmen Sie Nein.

Vote (question de principe 1, déclaration de planification 1 CIAT / déclaration de planification PS)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la déclaration de planification 1 CIAT

Oui 92

Non 42

Abstentions 2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die erste Planungserklärung BaK

angenommen. Somit beantworten wir Grundsatzfrage 2: Wenn Sie der zweiten Planungserklärung BaK zustimmen wollen, stimmen Sie bitte Ja, wenn Sie dies ablehnen, stimmen Sie bitte Nein.

Vote (question de principe 2, déclaration de planification 2 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la déclaration de planification 2 CIAT

Oui 133

Non 0

Abstentions 1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die zweite Planungserklärung BaK angenommen. Nun erläutere ich, wie wir betreffend die Grundsatzfrage 3 vorgehen: Dazu liegen vier Planungserklärungen vor, einerseits die dritte Planungserklärung BaK. Bei der Planungserklärung FDP, Sommer, handelt es sich andererseits um eine inhaltliche Ergänzung zur Planungserklärung BaK. Zuerst werden wir eine Bereinigung vornehmen mit der Gegenüberstellung der Planungserklärungen BaK und FDP, Sommer. Die Planungserklärung Grüne, Baumann, enthält eine andere Antwort; bei der Planungserklärung SP, Mentha, handelt es sich um eine Ergänzung. Auch hier werden wir wiederum mittels Gegenüberstellung feststellen, welcher Planungserklärung der Vorzug gegeben wird. Am Schluss werden wir die beiden obsiegenden Planungserklärungen einander gegenüberstellen. Wird dieses Vorgehen seitens des Rates bestritten? – Das ist nicht der Fall.

Somit stellen wir zuerst die dritte Planungserklärung BaK zu Grundsatzfrage 3 der Planungserklärung FDP, Sommer, gegenüber. Wer der Planungserklärung BaK zustimmt, stimmt Ja, wer die Planungserklärung FDP, Sommer, bevorzugt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification 3 CIAT / déclaration de planification PLR)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la déclaration de planification PLR

Oui 44

Non 84

Abstentions 2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben der Planungserklärung FDP, Sommer, zugestimmt. Nun werden wir die beiden anderen Planungserklärungen einander gegenüberstellen. Wer die Planungserklärung Grüne, Baumann, bevorzugt, stimmt Ja, wer der Planungserklärung SP, Mentha, zustimmt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification Les Verts / déclaration de planification PS)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la déclaration de planification Les Verts

Oui 104

Non 28

Abstentions 1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben der Planungserklärung Grüne, Baumann, zugestimmt. Somit haben die Planungserklärungen FDP, Sommer, und Grüne, Baumann obsiegt. Nun stellen wir diese beiden einander gegenüber. Wer der Planungserklärung FDP, Sommer, zustimmt, stimmt Ja, wer der Planungserklärung Grüne, Baumann, zustimmt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification Les Verts / déclaration de planification PLR)

Décision du Grand Conseil :

Adoption de la déclaration de planification Les Verts

Oui 63

Non	67
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung Grüne, Baumann, angenommen. Somit ist dies die Antwort auf die Grundsatzfrage 3. Nun stimmen wir über die weiteren Planungserklärungen ab, zuerst über die vierte Planungserklärung der BaK. Wer dieser zustimmt, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification 4 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	129
Non	0
Abstentions	2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die vierte Planungserklärung der BaK angenommen. Schliesslich stimmen wir über die fünfte Planungserklärung der BaK ab. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification 5 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	135
Non	0
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben diese Planungserklärung einstimmig angenommen. Nun stimmen wir über die Planungserklärung glp, Trüssel, ab. Wer diese annehmen will, stimmt Ja, wer diese ablehnt, stimmt Nein.

Vote (déclaration de planification pvl)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	66
Non	65
Abstentions	3

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung glp, Trüssel angenommen. Jetzt befinden wir noch über die Kenntnisnahme des Raumplanungsberichts. – Einen Moment bitte. (*La séance est interrompue brièvement. Le vice-président s'entretient avec un député PBD qui conteste la procédure de vote.*) – Ich bin eben auf etwas Wichtiges hingewiesen worden. Bei den Planungserklärungen zu den Grundsatzfragen 1 und 3 haben wir zwar die jeweils obsiegenden ermittelt. Nun müssen wir diese der Form halber noch überweisen. Dies tun wir der Richtigkeit halber. Bei Grundsatzfrage 1 haben wir der ersten Planungserklärung BaK den Vorzug gegeben. Wer diese überweisen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 1, déclaration de planification 1 CIAT)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	130
Non	67
Abstentions	0

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die erste Planungserklärung der BaK

überwiesen. Dasselbe tun wir nun auch mit der Planungserklärung Grüne, Baumann, zur Grundsatzfrage 3. Wer diese überweisen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote (question de principe 3, déclaration de planification Les Verts)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 67

Non 60

Abstentions 2

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben die Planungserklärung Grüne, Baumann, überwiesen. Schliesslich stimmen wir über die Kenntnisnahme des Berichts ab. Wer den Bericht zur Kenntnis nehmen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Vote final

Décision du Grand Conseil :

Prise de connaissance

Oui 117

Non 14

Abstentions 1

Marc Jost, Thoune (PEV), vice-président. Sie haben den Raumplanungsbericht 2014 zur Kenntnis genommen. Ich danke Ihnen für die Debatte. Wir fahren morgen wie geplant pünktlich um 09.00 Uhr weiter und zwar mit den Traktanden 39 und 40 der JGK. Besten Dank und einen guten Abend. Auf Wiedersehen.

La séance est levée à 18 heures 54.

Les rédactrices :

Catherine Graf Lutz (f)

Eva Schmid (d)